

LA BALISE DIPLOMATIQUE

AMRI LYON III



N°37

Mai 2025

L'ÉQUIPE

CO-DIRECTEURS

Anaïs BERHOU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Lilou THIBERT

FONDATRICE

Marine BUSSON

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Bhuvaneshram CODANDARAMANE

Anaïs BERHOU

Maïli MORIN

Camille RINUCCINI

Clara BAILLY

Julie BOUDJEMAI

Klervie LE CORRE

Naomi LORENDEAU

Emma BERTHIER

Eva BELZ

Nina LAFON

Axel DANTIN

Léo LE BRUN

Louna BOBINSKI

Sarah GRUAND

Jade CAYZAC

Lilou THIBERT

CONCEPTION COUVERTURE

Laura ALMEIDA



financé par le FSDIE



DIPLO'DOCUS

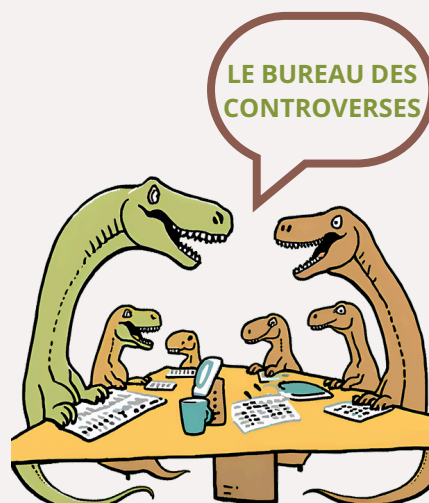
Bonjour à tous,

Vêtue de son nouveau costume, composée de fougueux rédacteurs autant brillants que soucieux de vous ravir, **La Balise Diplomatique** a à cœur de vous relater les victoires, les maux et les espoirs que notre monde gagne, subit et auxquels il aspire.

Après un premier épisode du format **Le Grand Oratoire**, la revue vous présente un nouvel épisode de son podcast **Diplo'Docus**, cette fois dans le format **Focus Balisé**. Dans ce podcast, constitué de plusieurs rubriques, ses animateurs vous proposent de revivre les discours qui ont marqué notre histoire, de débattre autour de sujets brûlants et enfin d'approfondir des questions d'actualité. Le Grand Oratoire, le Bureau des controverses ou le Focus Balisé, ces formats sauront stimuler votre curiosité.

Disponibles sur les plateformes *Spotify*, *ApplePodcast* et *Deezer*, ne manquez pas le nouvel épisode. Au cœur du trafic international de cocaïne, un trafiquant commence un long périple, depuis les plantations de coca en Colombie jusqu'aux côtes européennes, en passant par les routes sinueuses de l'Afrique de l'Ouest. Au cœur de ce commerce illicite, corruption endémique, alliances douteuses et dangers constants se croisent. De la traversée maritime sous la menace des lois internationales aux routes terrestres à travers la Mauritanie, bastion du salafisme insurrectionnel, ce voyage dévoile la réalité d'un monde clandestin.

Nous remercions **Kiara Neri**, professeur de droit public et co-directrice du centre de droit international à Lyon 3 pour son aide.



L'EDITO DES DIRECTEURS

Chères lectrices, chers lecteurs,

En cette période estivale, La Balise Diplomatique ne prend pas de vacances et vous propose un nouveau numéro retraçant l'actualité internationale de ce mois de mai 2025.

En Afrique, les pays diffèrent tant leur trajectoire varient. En Somalie, la situation humanitaire, économique et politique du pays s'aggrave dans un pays miné par les conflits et l'instabilité internes. A l'inverse, le Rwanda innove et tente de se présenter comme un acteur majeur du continent : le pays d'Afrique de l'Est se pose comme la figure de proue africaine de la course à l'IA.

Aux Etats-Unis, l'administration Trump poursuit ses ambitions protectionnistes jusqu'à la militarisation de l'espace. Un projet de système antimissile serait en réflexion afin de protéger l'ensemble du continent nord-américain. Le gouvernement américain continue de multiplier déclarations et décisions clivantes. Cela pourrait d'ailleurs expliquer la récente élection du Pape Léon XIV, qui prend à contrepied les ambitions religieuses américaines.

Cette politique s'exporte même en Amérique latine et au Mexique où Claudia Sheinbaum répond fermement à son homologue américain au sujet d'une intervention militaire directe en Amérique centrale. En plein essor, le continent sud-américain multiplie tout de même les coopérations, avec la Chine comme l'Europe.

En Europe, Israël catalyse les débats, les tensions et les oppositions. Que ce soit entre les foules à l'Eurovision ou entre les dirigeants politiques au Conseil européen, la situation à Gaza fait couler de l'encre, des larmes et du sang.

Aux Philippines, les élections de mi-mandat répondent en écho aux élections législatives au Venezuela : toutes deux prennent place dans un contexte tendu et électrique. De la même manière, l'état des relations entre l'Inde et le Pakistan s'aggravent et la situation à la frontière au Cachemire est critique.

Enfin, la Syrie essaye de se relever des années Assad et profite de la levée des sanctions internationales à son sujet. Bien qu'elle réponde pour l'instant aux attentes syriennes, la communauté internationale semble impuissante face aux demandes gazaouies. Aide humanitaire et intérêts politiques semblent bien antinomiques.

Ce numéro retrace ainsi de manière synthétique les actualités majeures de ce mois de mai. Entre élections tendues divergences et coopérations internationales, les Etats-Unis, avec en filigrane Israël et Gaza, concentrent la focale de l'opinion publique comme des dirigeants mondiaux.

Bonne lecture !

MAPPE



AMÉRIQUE DU NORD

EUROPE



AMÉRIQUE LATINE



AFRIQUE

MONDE



EURASIE

INDOPACIFIQUE

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

SOMMAIRE

AFRIQUE 8

LE RWANDA, FER DE LANCE AFRICAÏN DANS LA COURSE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

SOMALIE : ENTRE FAMINE, CONFLITS ET ESPOIRS CONTRARIÉS

AMÉRIQUE DU NORD 12

« GOLDEN DOME FOR AMERICA » : VERS UNE ACCÉLÉRATION DE L'ARSENALISATION ET DE LA MILITARISATION DE L'ESPACE ?

ELECTION DU PAPE LÉON XIV : UNE RÉPONSE À L'ADMINISTRATION TRUMP ?

AMÉRIQUE LATINE 18

ELECTIONS LÉGISLATIVES AU VENEZUELA : LE POUVOIR DE MADURO RENFORCÉ

CLAUDIA SHEINBAUM TIENT TÊTE À DONALD TRUMP CONCERNANT UNE INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICAINNE AU MEXIQUE

UN NOUVEL ÉLAN POUR LA COOPÉRATION ENTRE L'AMÉRIQUE LATINE, LES CARAÏBES ET L'OCDE

LA DISPARITION SILENCIEUSE DES AYOREO TOTOBIEGOSODE

FORUM CHINE-CELAC : ILLUSTRATION D'UN JEU D'INFLUENCE CHINOISE ET ÉTATS-UNIENNE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

EURASIE 29

ENTRE RÉGULATION ET INFLUENCE : LES CRYPTO-MONNAIES DANS LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE KAZAKHE

EUROPE 31

EUROVISION 2025 : LA PARTICIPATION D'ISRAËL CONTESTÉE

CONSÉQUENCE DE LA CRISE HUMANITAIRE À GAZA : UNE EUROPE UNIE QUI S'ÉLOIGNE D'ISRAËL ?

INDOPACIFIQUE37

LE VIETNAM TOURNE LA PAGE DE LA POLITIQUE DES DEUX ENFANTS

PHILIPPINES : UNE DÉMOCRATIE PRISE EN OTAGE PAR LA GUERRE DES CLANS

LE RAVIVEMENT DES TENSIONS ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

PROCHE ET MOYEN ORIENT

..... 44

LA LEVÉE PROGRESSIVES DES SANCTIONS DE L'ÈRE ASSAD

L'IMPOSSIBILITÉ DE CONCILIER URGENCE HUMANITAIRE ET CONFLIT POLITIQUE. COMMENT LA FAMINE À GAZA REFLÈTE-T-ELLE UN ÉCHEC COLLECTIF INTERNATIONAL ?



LE RWANDA, FER DE LANCE AFRICAIN DANS LA COURSE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Bhuvaneshram CODANDARAMANE

Le Rwanda est déterminé à se positionner comme leader africain de l'intelligence artificielle. Le pays a récemment franchi une étape significative en signant un protocole d'accord avec les Centres pour quatrième révolution industrielle (C4IR) des Emirats arabes unis et de la Malaisie. Cet accord, signé le 23 avril 2025 à Dubaï, vise à renforcer l'écosystème IA rwandais en favorisant l'innovation, la formation et les synergies internationales.



Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large portée par le gouvernement rwandais. Le Rwanda s'est doté, dès 2022, de son propre Centre pour la quatrième révolution industrielle (C4IR Rwanda), créé en partenariat avec le Forum économique mondial. Ce centre joue un rôle clé en pilotant des projets de réglementation et d'expérimentation autour de l'IA. De plus, Kigali a lancé un plan ambitieux prévoyant le développement de 50 applications d'intelligence artificielle sur une période de quatre ans, ciblant des secteurs prioritaires pour le développement national tels que la santé, l'agriculture, l'éducation, la finance et l'administration publique.

Selon les projections, l'économie numérique pourrait représenter près de 10% du PIB rwandais d'ici 2030. Au-delà des objectifs économiques, le Rwanda promeut une vision de l'IA centrée sur l'humain. Les initiatives issues du nouvel accord mettent l'accent sur des aspects cruciaux tels que la formation des jeunes, l'éthique des données et l'accessibilité des technologies, y compris pour les populations rurales. Un programme de bourses spécifiquement dédié à l'IA a déjà permis à une première cohorte de jeunes talents rwandais de se former à l'étranger.

Paula Ingabire, ministre rwandaise des TIC et de l'Innovation, a souligné que l'IA doit être un outil de développement inclusif, et non un facteur d'accroissement de la fracture numérique, lors du sommet mondial de l'IA en Afrique. Cet événement, qui a réuni plusieurs centaines d'experts internationaux, de représentants gouvernementaux et d'acteurs du secteur privé à Kigali témoigne de la place croissante du Rwanda dans les discussions globales sur la gouvernance technologique.

En accueillant le tout premier Sommet mondial de l'IA sur le continent des 3 et 4 avril 2025, Kigali s'est affirmée comme un hub technologique continental. Le Président Paul Kagame a insisté sur l'importance pour l'Afrique d'investir stratégiquement dans les infrastructures numériques, le développement de la main-d'œuvre et l'intégration continentale. Il a également affirmé la nécessité pour les pays africains de prendre leurs responsabilités et d'investir massivement dans la technologie et l'IA, afin de ne pas rester dépendants des financements extérieurs et de façonner leur propre avenir numérique.



L'ambition est que l'Afrique devienne « des co-auteurs » de l'innovation mondiale, et non de simples consommateurs. Bien que faisant partie des pays mentionnés comme performants dans le domaine de l'IA en Afrique, le Rwanda est conscient des défis, notamment l'accès limité à internet sur le continent et la nécessité de bâtir une infrastructure linguistique propre à l'Afrique pour garantir que l'IA soit pertinente et utile pour tous les citoyens, y compris ceux en milieu rural ne parlant pas les langues étrangères. Il s'agit d'assurer que l'IA soit véritablement pensée par et pour les Africains.

SOUVERAINETÉ DES DONNÉES ET INFRASTRUCTURES : LA BASE D'UNE IA AFRICAINE ET INDÉPENDANTE

L'IA repose fondamentalement sur le traitement et le stockage de vastes quantités de données. Or, les infrastructures actuelles en Afrique sont limitées. Fin 2023, seuls cinq pays africains disposaient de data centers réellement dédiés à l'IA. Actuellement, une grande partie des données collectées sont stockées hors du continent. Seulement 2 % des données collectées sont stockées sur le continent. Ce manque d'accès et cette difficulté à collecter et conserver les données africaines sont problématiques. Faire revenir ces données en Afrique et en assurer la souveraineté numérique est une ambition majeure des dirigeants africains. Cela permet d'éviter une dépendance vis-à-vis des acteurs étrangers et des pays occidentaux ou chinois qui dominent actuellement les modèles, les infrastructures et la recherche.

Développer et former des modèles d'IA adaptés aux réalités africaines, comme les langues locales ou les spécificités culturelles nécessite un accès direct et souverain aux données africaines et aux capacités de calcul. Le Rwanda prévoit d'investir près de 600 millions de dollars (soit 6 % de son PIB) au cours des cinq prochaines années dans ce domaine. Plus largement, les 54 pays africains signataires de la Déclaration africaine sur l'IA ont annoncé la création d'un Fonds pour l'IA de 60 Milliards de dollars qui soutiendra notamment des initiatives concernant l'infrastructure informatique. Un partenariat entre le géant américain NVIDIA et le groupe panafricain Cassava Technologies a été signé pour déployer des supercalculateurs NVIDIA dans des centres de données en Afrique. Les premiers déploiements sont prévus en Afrique du Sud d'ici juin, avant de s'étendre en Egypte, au Kenya, au Maroc et au Nigeria.

SOMALIE : ENTRE FAMINE, CONFLITS ET ESPOIRS CONTRARIÉS

Anaïs Berhou

Alors que la Somalie affronte une crise humanitaire d'une gravité inédite, le pays est confronté à un triple fléau : la famine, les violences du groupe islamiste Al-Shebab et l'isolement géopolitique aggravé par des mesures internationales comme le « travel ban » américain. Dans ce contexte chaotique, la population tente de survivre malgré l'abandon ressenti de la communauté internationale.

UNE FAMINE DÉVASTATRICE : PRÈS D'UN DEMI-MILLION D'ENFANTS EN DANGER

La Somalie vit actuellement l'une des crises alimentaires les plus graves de son histoire. Selon l'ONG Care, relayée par La Croix et Libération, la sécheresse persistante, couplée aux effets du changement climatique a plongé le pays dans une famine qui menace directement la vie de 500 000 enfants. Les récoltes sont réduites à néant, le bétail meurt, et des milliers de familles se retrouvent sans ressources.

Le pays dépend majoritairement de l'aide humanitaire pour nourrir sa population, mais celle-ci se révèle de plus en plus insuffisante. La multiplication des conflits armés, l'insécurité chronique et le dérèglement climatique rendent l'acheminement de l'aide difficile, voire impossible dans certaines régions. À cela s'ajoute la hausse des prix des denrées de base, conséquence directe des conflits mondiaux et des instabilités économiques.



Face à cette situation, les acteurs humanitaires tirent la sonnette d'alarme. Ils dénoncent un désintérêt de la communauté internationale pour la crise somalienne, qui souffre d'une « fatigue de compassion » au profit d'autres conflits plus médiatisés.

VIOLENCE ET TERREUR : AL-SHEBAB FAIT RÉGNER L'INSÉCURITÉ

En parallèle de la crise humanitaire, la Somalie est plongée dans un cycle de violences perpétrées par le groupe islamiste Al-Shebab. Ces dernières semaines, Mogadiscio, la capitale, a été la cible de deux attaques meurtrières en seulement 48 heures, selon un reportage de RFI. Ces assauts ont visé à la fois des bâtiments gouvernementaux et des civils, renforçant un climat de peur permanent.

Al-Shebab, affilié à Al-Qaïda, contrôle toujours plusieurs régions du pays et mène une guerre d'attrition contre les autorités fédérales et les forces de l'Union africaine. Malgré les offensives militaires successives, le groupe conserve une forte capacité de nuisance grâce à une connaissance aigüe du terrain et à des soutiens locaux, contraints ou convaincus.

Cette instabilité permanente dissuade les investissements internationaux, bloque le développement des infrastructures et entrave la gouvernance du pays. Elle complique aussi l'accès aux zones les plus touchées par la famine, aggravant la situation humanitaire déjà catastrophique.

L'ISOLEMENT INTERNATIONAL RENFORCÉ PAR LE « TRAVEL BAN » AMÉRICAIN

Alors que la Somalie lutte pour sa survie, les décisions prises à l'international n'aident guère à améliorer la situation. L'une des plus controversées reste la décision des États-Unis, sous l'administration Trump puis reconduite ensuite, d'interdire l'entrée sur leur territoire aux ressortissants somaliens. Cette mesure, connue sous le nom de « travel ban », visait initialement douze pays, dont la Somalie, comme le rapporte la1ère.francetvinfo.

Cette politique migratoire, largement critiquée, a suscité l'espoir d'un changement au Somaliland, région autonome du nord de la Somalie. Selon RFI, de nombreux jeunes y voient une opportunité de redéfinir leur statut politique vis-à-vis des États-Unis en plaidant pour une reconnaissance internationale distincte. Cependant, cette aspiration se heurte au manque de reconnaissance officielle du Somaliland et à la complexité du droit international. En attendant, des milliers de Somaliens se retrouvent piégés dans une impasse : ils fuient la guerre et la famine, mais n'ont presque nulle part où aller. Le bannissement américain a des conséquences humaines concrètes : familles séparées, étudiants bloqués, réfugiés abandonnés aux frontières, sans possibilité de regroupement familial ni de poursuite d'études.

UNE CRISE OUBLIÉE QUI EXIGE UNE RÉPONSE MONDIALE

La Somalie traverse l'une des crises les plus complexes et prolongées de la planète, combinant urgence humanitaire, conflits armés et marginalisation diplomatique. Si la communauté internationale ne réagit pas de manière coordonnée et ambitieuse, les conséquences pourraient être dramatiques, non seulement pour les Somaliens, mais aussi pour la stabilité de toute la Corne de l'Afrique.

Ce pays, qui reste emblématique des failles de la gouvernance mondiale, mérite mieux que l'oubli. Redonner espoir à la Somalie, c'est d'abord rompre le silence autour de sa situation et reconnaître, enfin, la nécessité d'une solidarité globale face aux drames du Sud.

« GOLDEN DOME FOR AMERICA » : VERS UNE ACCÉLÉRATION DE L'ARSENALISATION ET DE LA MILITARISATION DE L'ESPACE ?

Maili MORIN

Alors que l'attention mondiale se focalise sur les conflits en Ukraine et à Gaza, Donald Trump poursuit, en marge de cette actualité critique, une stratégie politique marquée par des annonces clivantes. Entre menaces économiques, attaques culturelles et mesures éducatives controversées, le 20 mai dernier, le président américain a alimenté une nouvelle fois les inquiétudes internationales en dévoilant son projet de « Dôme d'or » pour l'Amérique du Nord.

UN BOUCLIER ANTIMISSILE AUX IMPLICATIONS MONDIALES

Prévu pour 2029, le projet ambitieux « Golden Dome for America », présenté par le président américain et son secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, envisage la mise en place d'un système de défense antimissile englobant à la fois le territoire des États-Unis et celui du Canada. Toutefois, ce projet soulève de nombreuses critiques, il est jugé à la fois intenable et insuffisant par plusieurs experts, notamment sur le plan financier, avec un budget de 175 milliards de dollars. Une agence du Congrès américain estime en effet que le coût réel d'un tel système spatial pourrait être compris entre 161 et 542 milliards de dollars sur vingt ans. De plus, une majorité souligne le caractère irréaliste de l'échéance fixée à 2029, affirmant qu'il serait impossible de concrétiser un projet d'une telle ampleur d'ici la fin du mandat de Donald Trump.



Ainsi, le « Golden Dome » pourrait alourdir considérablement le budget de la défense tant il requiert des moyens considérables et des infrastructures complexes. En effet, le projet implique le déploiement de systèmes d'armes, d'intercepteurs et de capteurs dans l'espace, ainsi que la mise en place d'un réseau technologique terrestre et maritime. Plusieurs groupes de satellites seraient également indispensables pour détecter les lancements, suivre les trajectoires, assurer le contrôle des tirs, et enfin neutraliser les missiles ennemis grâce à des satellites armés.

Ce modèle s'inspirerait alors vivement du Dôme de fer israélien qui utilise depuis 2011, des systèmes de défense radar pour se protéger des attaques à courte portée causées par des missiles, des roquettes ou encore des drones ennemis. Cependant, le projet du président américain est encore plus ambitieux, avec pour objectif de lutter contre un éventail de menaces plus large, notamment des missiles à portée intercontinentale et des missiles hypersoniques ou de croisière. Ce dernier a notamment clamé qu'il permettrait d'intercepter des missiles lancés « de l'autre côté de la Terre et même s'ils sont lancés de l'espace ». Pourtant, les experts précisent que ces systèmes sont conçus à l'origine pour répondre à des attaques menées à courte ou moyenne distance, et qu'une portée intercontinentale serait trop importante.

En examinant les limites du projet, certains mettent également en lumière le choix peu stratégique du président en investissant dans un bouclier coûteux au lieu de se pencher vers les drones, la nouvelle arme de combat présentée comme l'avenir de la guerre, notamment sur le terrain ukrainien. C'est ce que déclare Max Boot, chercheur principal au Council on Foreign Relations et historien militaire américain, dans sa chronique du Washington Post. Il y qualifie de fantasme, la réalisation d'un système d'interception spatial capable de protéger les Etats-Unis contre une attaque nucléaire massive de la Chine ou de la Russie. Max Boot insiste alors sur la nécessité stratégique pour les Etats-Unis de développer leur propre industrie de drones.

LA STRATÉGIE ANTIMISSILE AMÉRICAINE EN MUTATION FACE AUX URGENCES GÉOPOLITIQUES

Plonger au cœur de ce sujet suffit à révéler les liens étroits entre ce projet et les enjeux nucléaires et spatiaux actuels auxquels les Etats-Unis sont confrontés. La Missile Defense Review de 2022 faisait déjà état de l'intérêt stratégique majeur pour la première puissance mondiale de conserver son avance dans ces domaines stratégiques. En effet, la Chine est l'un des dangers les plus sérieux en raison du développement qu'elle a initié depuis plusieurs années autour des technologies et des capacités des missiles balistiques et hypersoniques conventionnels et nucléaires. La RPC se dote également de réseaux de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de plus en plus sophistiqués et présents dans l'espace, alimentant la méfiance des États-Unis envers les capacités ennemies et la réduction progressive de leur supériorité technologique.

Du côté de la Russie, la guerre qui l'oppose à l'Ukraine fait émerger l'inquiétude américaine d'un pays plus militariste, étant donné la modernisation de ses systèmes de missiles à portée intercontinentale et le développement de nouvelles capacités qui mettent à l'épreuve les Etats-Unis. De plus, Moscou a amélioré son propre système de défense antimissile conçu pour se protéger contre une frappe américaine. Ces éléments constituent donc un certain danger auquel les Américains doivent se tenir prêts.



S'ajoute à cela la sérieuse menace nord-coréenne étant donné la constante amélioration et diversification de ses capacités de missiles conventionnels et nucléaires, de plus en plus performants et crédibles dans les dommages qu'ils peuvent causer au territoire américain ainsi qu'aux forces américaines déployées. L'Iran figure également parmi les menaces concrètes pour les États-Unis, au même titre que celles émanant d'acteurs non étatiques.

Face à ces menaces, ce document officiel insiste sur l'importance de la défense antimissile et des infrastructures et technologies déjà opérationnelles, comme le système GMD, le réseau de capteurs spatiaux et terrestres ainsi que le système C2 intégré. Toutefois, le GMD n'est pas en mesure de vaincre des menaces sophistiquées telles que les missiles balistiques. Ainsi, la Missile Defense Review de 2022 insiste sur le besoin stratégique des États-Unis d'innover dans le développement de capacités de défaite des missiles pour maintenir la dissuasion, pilier primordial de cette stratégie américaine.

DES RÉACTIONS MITIGÉES À L'INTERNATIONAL

Suite à cette annonce inédite, les États ont eu des positionnements divers. En effet, alors même que la Chine considère que ce bouclier antimissile « porte atteinte à l'équilibre stratégique et à la stabilité mondiale », de son côté Moscou estime que cette décision « relève de la souveraineté des États-Unis ». Rappelons tout de même qu'en janvier les deux puissances étaient à l'unisson autour d'une critique d'un dôme de fer américain. La Corée du Nord, elle, n'a pas hésité à qualifier ce système de défense antimissile « d'initiative menaçante très dangereuse visant à menacer la sécurité stratégique des États dotés d'armes nucléaires » et accuse les États-Unis de vouloir militariser l'espace en le transformant en « un champ de guerre nucléaire potentiel ».

En effet, les inquiétudes étrangères sont légitimes, Etienne Marcuz, chercheur spécialisé sur les questions de dissuasion et de défense antimissile, alerte dans un échange avec le journal Libération, sur le risque de déstabilisation planétaire et sur la relance de la course mondiale à l'armement. En effet, il explique qu'un bouclier « encourage les adversaires à multiplier les vecteurs pour augmenter les chances de le traverser » mais également que le projet de Donald Trump accélère l'arsenalisation de l'espace, en contribuant à la riposte des adversaires qui vont développer des armes spatiales pour détruire les satellites américains destinés à intercepter les menaces.

UN ÉCHO AU PASSÉ AMÉRICAIN

L'annonce du « Dôme d'or » a rapidement été reliée à la stratégie de « guerre des étoiles » nommée officiellement Initiative de défense stratégique (IDS) présentée en 1983 par Ronald Reagan, bien qu'il ne soit pas l'initiateur de cette idée, déjà discutée auparavant. Pourtant, cette dernière était déjà perçue à l'époque comme un système antimissiles d'avant-garde. En effet, Donald Trump n'a pas caché la ressemblance en affirmant qu'à l'époque, le gouvernement ne disposait pas de la technologie nécessaire pour concrétiser les espoirs de Reagan qui souhaitait décourager toute attaque ennemie grâce à une défense résistante à toute offensive. Toutefois, dans le contexte de l'époque, au cœur de la guerre froide et donc de la rivalité avec les Soviétiques, cette stratégie a rapidement été interprétée comme une militarisation de l'espace et une volonté des États-Unis de s'armer davantage, en contradiction avec le « freeze movement » sur les arsenaux nucléaires soviétique et américain. En effet, les années 1980 ont été marquées par un mouvement de masse aux États-Unis, la « Nuclear Freeze Campaign » qui militait pour un accord entre les gouvernements américain et soviétique pour arrêter les essais, la production et le déploiement d'armes nucléaires.

Ainsi, le projet de Reagan a entraîné une considérable course aux armements, à tel point que les coûts financiers et économiques côté soviétique ont eu pour conséquence d'affaiblir le pays. Il faudra alors attendre 1985 et l'arrivée au pouvoir en URSS de Mikhaïl Gorbatchev pour que cette course effrénée commence à ralentir. Elle prendra véritablement fin le 8 décembre 1987, avec la signature du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire entre les deux grandes puissances de la guerre froide. Ce traité impose alors l'élimination des missiles balistiques et de croisière à lanceur terrestre, d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres.

Après Reagan, George W. Bush nourrissait lui aussi l'ambition de développer un projet de bouclier antimissile. Il considérait la doctrine de dissuasion nucléaire américaine de la guerre froide comme inadaptée aux nouvelles réalités de son époque. De la même manière, il dénonçait le traité ABM de 1972, traité sur le non-déploiement de systèmes de missiles antibalistiques, qu'il jugeait trop contraignant pour le présent et l'avenir. Il évoquait déjà, à l'époque, un programme reposant sur des systèmes basés sur terre ou sur mer, capables d'intercepter des missiles en plein vol ou après leur retour dans l'atmosphère.

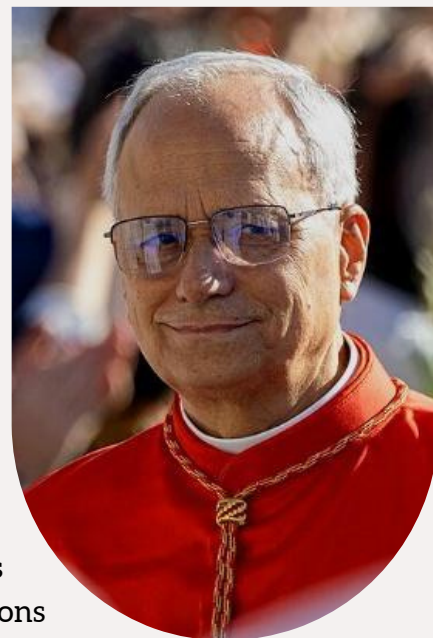


L'annonce du « Dôme d'or » soulève alors de nouveaux débats sur les ambitions stratégiques américaines et les équilibres géopolitiques contemporains. Si Donald Trump prétend renouer avec une forme de mythe de la protection parfaite, les critiques d'experts, les limites technologiques et les réactions internationales révèlent les profondes tensions que ce projet soulève. En cherchant de nouvelles stratégies pour garantir la sécurité nationale, les Etats-Unis risquent paradoxalement de raviver des logiques de confrontation et d'escalade que l'histoire semblait avoir laissées derrière elle.

ELECTION DU PAPE LÉON XIV : UNE RÉPONSE À L'ADMINISTRATION TRUMP ?

Camille RINUCCINI

L'élection du Pape Léon XIV le 8 mai 2025 marque l'avènement de la première papauté américaine dans l'histoire de l'Église catholique. Originaire de Chicago, Robert Francis Prevost, de son vrai nom, a été naturalisé péruvien après y avoir opéré pendant une vingtaine d'années en tant que missionnaire et avoir présidé la commission pontificale pour l'Amérique latine. Bien qu'il ne figurait pas parmi les favoris à la papauté, sa nomination par le conclave pourrait découler des conséquences de la politique américaine actuelle d'expulsion massive.



LÉON XIV DANS LE SILLAGE DU PAPE FRANÇOIS

Le Pape François avait fait du sujet de l'immigration l'une des pierres angulaires de son pontificat. Il avait ouvertement condamné les expulsions massives de l'administration Trump dans une lettre en 2016 et avait republié en 2017 un article qualifiant sa politique migratoire de « *moment sombre de l'histoire des États-Unis* » et d'abandon des « *valeurs américaines* ». Les positions de Léon XIV sur ces questions se trouvent dans la même lignée que celles de son prédécesseur. Sur ses réseaux sociaux, le nouveau souverain pontife a régulièrement critiqué implicitement la politique anti-immigration sous les mandats de Trump. Il avait notamment partagé un article du Washington Post intitulé « *Cardinal Dolan : pourquoi la rhétorique anti-immigré de Donald Trump est si problématique* » sur son compte Twitter en 2015. Quatre ans plus tard, il avait aussi réagi à la qualification par Trump des migrants de « *bad hombres* », soit « *mauvais hommes* ». En février dernier, il s'est opposé à l'utilisation par J.D Vance d'un précepte catholique de hiérarchisation de l'amour pour justifier la politique d'expulsion de migrants. Quelques semaines avant le conclave de mai 2025, le cardinal a pris position en repostant un commentaire de l'écrivain catholique Rocco Palmo, questionnant l'administration américaine par : « *Ne voyez-vous pas la souffrance ? Votre conscience n'est-elle pas perturbée ? Comment pouvez-vous rester silencieux ?* ».



Cela n'est pas sans rappeler la messe célébrée en 2016 par le pape François à la frontière du Mexique et des États-Unis dans la ville de Juarez, moment clé de son pontificat : « *[...] derrière des barbelés, côté mexicain, le pape pleurait. Au fond il pleurait parce qu'il y avait évidemment tous ces migrants qui ne pouvaient pas passer* » souligne Caroline Pigozzi, journaliste spécialiste de la papauté. « *Là l'idée tout à coup d'avoir un pape américain qui va protéger ces gens, d'une certaine façon, qui va être une sorte d'ange gardien, qui va faire avancer ce dossier, je trouve que c'est quelque chose de particulièrement émouvant.* »

UN CONCLAVE AUX NOTES POLITIQUES ?

Parmi les 133 cardinaux électeurs au conclave, les deux tiers ont été nommés par le Pape François au cours de son pontificat, entre 2013 et 2025. Cela appuierait l'argumentaire de Catherine Foisy, professeure au département des sciences religieuses de l'UQAM, selon laquelle l'élection de Robert Francis Prevost serait ainsi, « *du point de vue du collège cardinaliste [...] un signe clair comme quoi le Vatican ne sera pas à la remorque de l'administration Trump* ». Les conclusions sont identiques pour Cécilia Gonzales-Andrieu. La Présidente de l'Académie des théologiens catholiques hispaniques des Etats-Unis suppose que le nouveau Pape ne priorisera pas une visite à son pays natal car cela « *renforcerait l'idée d'un monde où les Etats-Unis sont la grande puissance et où tous les autres ne font que suivre. Je pense qu'il voudra mettre l'accent sur le contraire* ». En effet, sa nomination comme réponse à la politique migratoire américaine n'est qu'une grille de lecture parmi d'autres aspects entrant en jeu. Le professeur de théologie à l'université américaine de Villanova, Massimo Faggioli, souligne également que ce choix du conclave se place en opposition à la tentative croissante aux Etats-Unis de rendre le catholicisme plus américain, Léon XIV ne partageant pas une version américaniste ou nationaliste du christianisme.

UNE DROITE AMÉRICAINE CONSERVATRICE SCEPTIQUE

Bien que Donald Trump se soit félicité de sa nomination, affirmant qu'il s'agit « *d'un très grand honneur* » pour le pays, le nouveau souverain pontife n'est pas bien accueilli par la droite américaine conservatrice. La figure d'extrême droite et proche du Président, Laura Loomer, a notamment qualifié ce Pape favorable à l'ouverture des frontières de « *woke* » et d'un « *nouveau pantin marxiste au Vatican* ». Si les positions actuelles de Léon XIV sur les questions de genre et d'homosexualité sont encore inconnues, il est clair que celles sur l'immigration, la justice sociale, la peine de mort ou encore l'aide étrangère sont largement opposées à celles de Donald Trump.

ELECTIONS LÉGISLATIVES AU VENEZUELA : LE POUVOIR DE MADURO RENFORCÉ Clara BAILLY

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MAI PRÉSENTENT UN TOURNANT

D'après les chiffres officiels du Conseil national électoral (CNE), le parti de Nicolás Maduro, le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), a remporté, lors des élections législatives dimanche 25 mai 2025, la majorité des voix dans 23 Etats sur 24. Seul l'Etat de Cojedes, au centre-ouest du pays, a été remporté par le parti de l'opposition, la Table de l'unité démocratique. De plus, le parti au pouvoir a obtenu 89% des sièges au Parlement. Ces élections renforcent grandement le pouvoir déjà bien établi du président. « *Aujourd'hui, nous avons démontré le pouvoir du chavisme ! Cette victoire est la victoire de la paix et de la stabilité* », a affirmé ce dernier suite aux résultats.

Dix mois après une élection entachée de fraudes selon l'opposition, et marquée par de nombreuses arrestations suspectes, le parti de Maduro a une nouvelle fois frappé lors de ces élections législatives. Plus de 70 personnes ont été arrêtées avant le jour du vote, dont Juan Pablo Guanipa, accusé de vouloir déstabiliser les élections. Le jour du scrutin, plus de 400 000 membres des forces de l'ordre ont été déployés.

La participation a été d'un peu plus de 42%, malgré la volonté d'abstention de l'opposition qui se félicite tout de même de son boycott. La cheffe de l'opposition, Maria Corina Machado, et le candidat à la dernière présidentielle, Edmundo González, avaient appelé leurs partisans à ne pas participer aux élections législatives à la suite des présidentielles qui pour eux avaient déjà été faussées. Ils revendiquent d'ailleurs la victoire à ces élections.

Les résultats présentent donc tout de même une défaite de leur protestation silencieuse contre la réélection de Monsieur Maduro en juillet 2024. Madame Machado a une nouvelle fois demandé à l'armée d'intervenir en déclarant : « *Le pays exige (des militaires) qu'ils remplissent leur devoir constitutionnel et soient garants de la souveraineté populaire, c'est le moment d'agir* ». Un souhait qui ne risque pas d'être réalisé puisque les forces de l'ordre ont juré fidélité au pouvoir en place.

Selon le politologue Pablo Quintero, la décision de l'opposition de ne pas voter « *ne fait qu'aggraver sa situation* », ce qui pourrait créer « *un processus de désaffection politique, de désillusion, de résignation de la part des gens* ». Il ajoute que la victoire d'Henrique Capriles, ancien chef de l'opposition, dans l'Etat de Cojedes reste importante puisque ce dernier dirigera une quinzaine de députés à l'Assemblée. Henrique Capriles a défendu sa participation au scrutin en déclarant : « *Qu'est-ce qui est mieux ? Avoir une voix et lutter au sein de l'Assemblée nationale ou, comme nous l'avons fait à d'autres occasions, se retirer du processus électoral et laisser entièrement l'Assemblée au gouvernement ?* ».



Les opposants ont donc tout de même réussi à ne pas trop s'investir dans le gouvernement présent sans non plus totalement en disparaître. On observe un parti de l'opposition assez désuni qui devra faire preuve de renouveau s'il souhaite rendre au Venezuela une part de démocratie.

NICOLÁS MADURO : UN HOMME POLITIQUE CONTROVERSÉ

Réélu pour la troisième fois président du Venezuela, Nicolás Maduro, successeur d'Hugo Chavez, dirige le pays d'une main de fer depuis 2013. Après l'élection présidentielle le 28 juillet dernier, le CNE l'a déclaré vainqueur avec 52% des voix mais affirme que compte tenu de problèmes informatiques il ne communiquera pas le détail du décompte. Il s'en est suivi des milliers d'arrestations et des troubles meurtriers. Le résultat a été contesté par plusieurs pays ainsi que par les adversaires politiques du président. Son opposant, Edmundo González Urrutia, était en tête des sondages et peut-être même des votes. María Corina Machado assure que González a obtenu 70 % du suffrage. Avant l'investiture du président, l'opposition a manifesté en scandant le slogan « *Nous n'avons pas peur* ». La prise de fonction de Maduro s'est ensuite faite sous tension. Les forces de l'ordre étaient déployées à Caracas par peur d'un soulèvement de l'opposition. Ces accusations de fraudes et problèmes de légitimité ont donc marqué les élections présidentielles et annonçaient des tensions pour les législatives.



Il est important de rappeler que le Venezuela fait face à une crise économique depuis plusieurs années marquée par une baisse du produit intérieur brut, un système de santé et d'éducation défaillant ou encore la résurgence de la violence. La réélection de Maduro et le renforcement de son pouvoir à la suite des législatives se font donc dans un contexte complexe. En outre, les doutes autour des résultats ont appuyé les critiques quant à la légitimité démocratique du pays.

Le Venezuela obtient une note de seulement 15% en matière de démocratie selon l'organisation Freedom House. La répression sévère envers l'opposition y participe pour beaucoup, comme le montrent les multiples arrestations, l'interdiction de se présenter pour Machado, et l'exil des différentes personnalités publiques. Enfin, le refus de publier le décompte des voix, malgré les demandes de plusieurs pays, alimente les doutes concernant la transparence des résultats.

A l'international, les avis sont mitigés. Le secrétaire d'Etat américain sous Joe Biden, Antony Blinken, avait exprimé ses réserves quant à l'exactitude des résultats, position partagée par le nouveau gouvernement américain. De plus, l'Union européenne ne reconnaît pas la victoire de Maduro mais s'est abstenue de reconnaître la victoire de González contrairement à l'Équateur ou au Pérou par exemple. La Colombie, le Mexique et le Brésil ont demandé que les résultats soient rendus publics. Néanmoins la victoire de Maduro a été saluée par ses alliés de gauche, notamment les présidents de Cuba, du Nicaragua, de Bolivie et du Honduras. De plus, il bénéficie du soutien de la Chine, de l'Iran et de la Russie.

L'ESSEQUIBO : UN PROBLÈME DE SOUVERAINETÉ AGGRAVÉ PAR CES ÉLECTIONS

Le gouvernement de M. Maduro a décidé de revoir le découpage électoral afin d'élire un gouverneur, Neil Villamizar, et huit députés pour l'Essequibo. Cette région riche en pétrole est source de tensions entre Caracas et le Guyana depuis l'époque coloniale. Le vote a eu lieu dans une micro-circonscription de 21 000 votants à la frontière guyanienne. Le président du Guyana, Irfaan Ali, a affirmé mercredi à l'AFP qu'il s'agissait « d'une menace ». Le président vénézuélien de son côté souhaite « récupérer » la région et a déclaré : « *Irfaan Ali, président du Guyana (...) plus tôt que tard devra s'asseoir avec moi pour discuter et accepter la souveraineté vénézuélienne* ». Ces nouvelles élections renforçant le pouvoir en place risquent donc d'envenimer la situation.

CLAUDIA SHEINBAUM TIENT TÊTE À DONALD TRUMP CONCERNANT UNE INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICAINE AU MEXIQUE

Julie BOUDJEMAI

Le 16 avril dernier, lors d'un appel téléphonique avec son homologue étasunien, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a refusé la proposition d'envoi de troupes militaires au Mexique afin de lutter contre le trafic de stupéfiants. Celle-ci soutient que le « territoire du Mexique est inviolable ».

QUE S'EST-IL RÉELLEMENT PASSÉ ?

Les faits évoqués ici sont relatés dans un article du Wall Street Journal publié le 2 mai 2025. On peut y lire que Monsieur Trump aurait exercé des pressions sur la présidente mexicaine afin qu'elle accepte la présence militaire étasunienne sur son sol. Madame Sheinbaum a par la suite confirmé la véracité des propos rapportés dans l'article.

Elle explique que le président américain lui aurait demandé comment il pouvait aider à lutter contre le crime organisé, puis aurait proposé d'envoyer l'armée. Celle-ci lui aurait alors répondu : « Non, président Trump, le territoire [du Mexique] est inviolable, la souveraineté est inviolable [...], nous n'accepterons jamais la présence de l'armée américaine sur notre territoire ». Elle aurait également ajouté que leur deux pays « peuvent travailler ensemble, mais vous sur votre territoire et nous sur le nôtre ». Ce à quoi Donald Trump aurait répondu que « l'armée américaine était nécessaire pour endiguer le fléau du fentanyl aux Etats-unis » comme l'explique le journal La Presse.

TRUMP DÉSAPPROUVE CETTE DÉCISION

De son côté, le président des Etats-Unis défend que le refus de Madame Sheinbaum est motivé par une crainte des cartels présents dans le pays, et critique vivement sa décision. Il aurait déclaré : « la présidente du Mexique est une femme charmante, mais elle a tellement peur des cartels qu'elle n'arrive même pas à réfléchir correctement. »



Aux Etats-Unis, cela fait plusieurs mois que le président Trump ordonne le renforcement de la présence militaire américaine à la frontière avec le Mexique afin de lutter contre le flux migratoire. Il aurait également demandé à ce que « les forces spéciales américaines soient davantage habilitées à collaborer étroitement avec les forces mexicaines », selon le journal La Presse.

Peut-on voir ce geste comme une première tentative de rapprochement des troupes américaines du Mexique ? Il semblerait qu'en février dernier, l'actuel président des Etats-Unis ait qualifié certains gangs et cartels d'organisations terroristes étrangères, ce qui permet d'attribuer davantage de ressources aux forces de l'ordre afin de limiter les déplacements de ces organisations.

POUR CONCLURE...

Malgré sa réticence quant à l'intervention américaine au Mexique, Claudia Sheinbaum a toutefois demandé à Donald Trump de mettre un terme au trafic d'armes qui alimente les gangs criminels. En effet, ce trafic est l'une des causes de la violence qui s'abat sur le pays depuis près de vingt ans et a déjà fait plus de 450 000 victimes. En réponse, son homologue américain aurait donné l'ordre, vendredi 2 mai, de tout mettre en œuvre pour empêcher les armes d'entrer au Mexique depuis les Etats-Unis.

UN NOUVEL ÉLAN POUR LA COOPÉRATION ENTRE L'AMÉRIQUE LATINE, LES CARAÏBES ET L'OCDE

Klervie LE CORRE

En mai et juin 2025, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a intensifié son engagement envers l'Amérique latine et les Caraïbes. Ses initiatives visent à renforcer les liens économiques, politiques et culturels avec cette région dynamique, en mettant l'accent sur le développement durable, la justice sociale et l'intégration régionale.

L'ADOPTION D'UN NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE POUR RELEVER LES DÉFIS COMMUNS DE LA RÉGION

Lors de sa Réunion ministérielle annuelle les 3 et 4 juin 2025 à Paris, les 38 membres de l'OCDE ont franchi une étape majeure en adoptant un « Nouveau cadre stratégique » pour renforcer sa coopération avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Ce cadre vise à optimiser l'impact des travaux de l'OCDE dans la région en se concentrant sur quatre priorités : l'accroissement de la productivité, l'amélioration de l'inclusion sociale, le renforcement des institutions et de la gouvernance ainsi que la viabilité écologique. Le « *Cadre stratégique de l'OCDE pour l'Amérique latine et les Caraïbes* » permettra également d'explorer des approches et des réponses collectives aux nouveaux défis et opportunités émergents, qu'il s'agisse de l'intelligence artificielle ou de la sécurisation durable et fiable des chaînes de valeur liées aux minéraux critiques et autres matières premières. En cela, il offre un espace de dialogue pour anticiper les mutations économiques et technologiques à venir.

Par ailleurs, dans le cadre de cette coopération renforcée, l'OCDE a amorcé la signature d'un protocole d'accord avec le Secrétariat d'intégration économique d'Amérique centrale (SIECA). Ce nouvel engagement entend soutenir l'intégration économique en Amérique centrale, stimuler l'investissement dans les infrastructures régionales et encourager la croissance des petites et moyennes entreprises. L'Organisation a aussi renouvelé ses accords de coopération avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB), soulignant une dynamique multilatérale durable. Enfin, ce nouveau cadre appelle un renforcement de la participation de l'OCDE aux processus régionaux : sommets économiques, forums d'intégration et réseaux de dialogue avec les acteurs clés – institutions publiques, secteur privé, syndicats, société civile, monde universitaire et centres de recherche.

Lors d'une séance à haut niveau du Groupe de pilotage du Programme de l'OCDE pour la région Amérique latine et Caraïbes (région ALC), le Secrétaire général de l'organisation, Mathias Cormann, a souligné que cette adoption est le fruit de 30 ans de partenariats avec la région, qui constitue désormais la quatrième puissance économique mondiale, dotée d'un capital humain et naturel considérable. Le Costa Rica, qui présidait la réunion, a réaffirmé l'importance de cette collaboration renforcée. Le ministre costaricain du commerce extérieur, Manuel Tovar, a déclaré : « *Nous sommes déterminés à poursuivre sur cette lancée en favorisant l'instauration d'une collaboration plus ambitieuse et davantage structurée avec les pays de la région ALC ainsi qu'en défendant les contributions de la région aux discussions mondiales sur l'action à mener.* »

LE GROUPE AFD À LA SEMAINE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Du 22 mai au 8 juin 2025, la France a organisé la douzième édition des Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes (SALC), mettant à l'honneur les liens d'amitié et les intérêts partagés entre les deux régions. L'événement, désormais institutionnalisé, a mêlé culture, diplomatie et prospective. Il a en effet proposé une riche palette d'activités culturelles, scientifiques, politiques, économiques et festives. À cette occasion, le Groupe Agence Française de Développement (AFD) a joué un rôle central dans cette édition, en co-organisant une série de conférences axées sur deux priorités majeures : le financement de l'investissement durable et le renforcement des cadres de gouvernance environnementale, notamment en lien avec la transition énergétique, la décarbonation et la justice climatique. Ces dialogues ont visé à catalyser les ressources et à accélérer le déploiement d'actions collectives concrètes pour un avenir équitable et durable.

UNE CONVERGENCE D'OBJECTIFS POUR UN PARTENARIAT RENFORCÉ

Les récentes initiatives de l'OCDE et de la France illustrent une convergence d'objectifs autour du développement durable, de l'équité et de la coopération régionale. Elles ouvrent la voie à une diplomatie plus inclusive entre le Nord et le Sud, où les défis mondiaux sont abordés collectivement. L'adoption du cadre stratégique par l'OCDE et les événements organisés lors des SALC témoignent d'une volonté commune de renforcer les partenariats et de promouvoir des politiques publiques efficaces et inclusives.

CONCLUSION : UNE DYNAMIQUE RÉGIONALE QUI S'AFFIRME

Les démarches entreprises par l'OCDE témoignent d'une volonté de bâtir un avenir inclusif, écologique et résilient en collaboration étroite avec les pays latino-américains et caribéens. Le dialogue multilatéral est au cœur de cette ambition, avec une attention croissante portée aux transitions numériques, énergétiques et sociales. Le partenariat renouvelé avec la région ne se limite pas à une simple déclaration d'intentions : il se concrétise à travers des accords, des programmes de coopération ciblés et une volonté affirmée de placer les pays d'Amérique latine et des Caraïbes au cœur des grands débats économiques mondiaux.

LA DISPARITION SILENCIEUSE DES AYOREO TOTOBIEGOSODE

Naomi LORENDEAU

Exposé à la déforestation intensive dans la région du Gran Chaco, au Paraguay, le peuple chasseur-cueilleur Ayoreo, isolé volontairement de toute civilisation, est au bord de l'extinction.

CONTEXTE HISTORIQUE

Situé entre le Paraguay et la Bolivie, le Gran Chaco est la terre ancestrale des Ayoreo-Totobiegosode, dernier peuple autochtone à vivre en isolement hors d'Amazonie. En effet, quelques tribus vivent encore réfugiées dans la forêt, avec très peu de contacts avec les autorités.

Lors de la première vague de colonisation européenne, la densité de la forêt primaire leur avait permis d'échapper au contact avec les Blancs. Néanmoins, au cours du XX^e siècle, des colonies mennonites apparaissent sur leur territoire, tandis que des missionnaires évangélistes américains de l'organisation New Tribe Mission encouragent des « chasses à l'homme ». De nombreux Totobiegosode, le groupe le plus isolé des Ayoreo, fuient alors de force la forêt. Ils prennent les armes lors de la guerre du Chaco qui a opposé le Paraguay et la Bolivie, et dont l'histoire tait aujourd'hui les actions des autochtones. Placés dans des réductions, ils subissent les affrontements, les maladies, la sédentarisation et l'évangélisation. Dans les années 1970, la pression croissante sur leur territoire et l'impossibilité de poursuivre un mode de vie nomade loin de tout contact avec la société moderne, poussent de nombreux Ayoreo à quitter leur forêt natale. Certains commencent ainsi à travailler dans les colonies mennonites, tandis que les missionnaires poursuivent la « domestication » du peuple pour faciliter la colonisation. En 1984, l'Association Indigéniste du Paraguay obtient 20 000 hectares sur le territoire d'origine des Ayoreo, qui accueille 17 familles venues s'installer au Paraguay.

DÉFORESTATION : UNE NOUVELLE CHASSE À L'HOMME ?

La forêt dans laquelle vivent les Ayoreo-Totobiegosode du Paraguay représente la zone ayant le taux de déforestation le plus élevé au monde, ce qui signifie qu'elle disparaît plus rapidement que n'importe quelle autre forêt. La population nomade a vu ses terres être volées et vendues à des éleveurs de bétail, qui les poussent à vivre en fuite constante face aux bulldozers. Si la loi et la constitution paraguayennes reconnaissent le droit des peuples autochtones à la propriété de terres traditionnelles, le gouvernement permet encore aujourd'hui la destruction illégale de cette partie de la forêt au profit d'entreprises étrangères et de propriétaires mennonites. En 2013, les Ayoreos avaient demandé l'intervention de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, avant de se retirer des négociations en 2021, après avoir constaté que le gouvernement profitait de cette médiation pour continuer la déforestation.

L'EXTINCTION INÉVITABLE D'UN PEUPLE ISOLÉ

À ce jour, on estime qu'il reste environ 150 Ayoreo dans les groupes les plus isolés. Leur existence est contestée, malgré quelques traces retrouvées entre 2023 et 2024 autour d'un ranch d'élevage bovin, qui servait également de sanctuaire aux jaguars. Les pisteurs Ayoreo qui sont désormais sédentaires en dehors de la forêt, cherchent constamment des preuves de la survie de leur peuple : du sel, des marques sur les arbres, des empreintes de pas. Certains se risquent parfois à pénétrer les villages environnants, mais s'enfuient systématiquement à la vue de ceux qui partagent leur sang sans même le savoir. Face à ce récit, d'autres défendent la déforestation et nient toute trace d'autochtones. Certains affirment que l'existence d'Ayoreo isolés relève du complot, réfutant les récits des témoins. Les équipes qui étudient les jaguars sur place ne font pas non plus mention de traces de groupes isolés, malgré les pièges photographiques disposés çà et là dans la forêt. Alors que personne ne semble réellement savoir si les Totobiegosode sont encore en vie, 2026 verra l'achèvement de la construction d'un corridor bio-océanique qui favorisera le trafic de drogue sur le territoire des autochtones, les sociétés minières continuent d'épuiser les écosystèmes, et les sécheresses s'aggravent en raison du réchauffement climatique, provoquant de violents incendies.

Werner Schroeder, avocat mennonite, estime que les autochtones paraguayens ont trop de privilèges, et qu'ils devraient choisir entre le statut d'autochtone et le droit de vote. Pourtant, la majorité des peuples natifs vivent dans la pauvreté, et n'ont pas accès aux mêmes droits que les Paraguayens, ou que les Ayoreo qui se sont intégrés au système capitaliste. Si l'histoire a détruit l'identité ethnique des Ayoreo, il est plus qu'urgent de prendre les dispositions nécessaires pour éviter l'extinction d'un peuple et de sa culture, indispensable à la mémoire d'un territoire et d'une population.

FORUM CHINE-CELAC : ILLUSTRATION D'UN JEU D'INFLUENCE CHINOISE ET ÉTATS-UNIENNE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Emma BERTHIER

Le 13 mai 2025, s'est tenue à Pékin la quatrième réunion ministérielle du Forum Chine-CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes). Ce sommet, hautement symbolique, marque une nouvelle étape dans la compétition d'influence entre la Chine et les États-Unis sur le continent latino-américain, puisqu'il a notamment permis à Pékin de consolider son ancrage stratégique dans une région pourtant longtemps considérée comme l'arrière-cour des États-Unis.

UNE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE CONTRE L'UNILATÉRALISME ÉTATS-UNIEN

Avant même l'ouverture du Forum, le ton était donné par Miao Deyu, haut responsable du ministère chinois des Affaires étrangères : face à la hausse des droits de douane états-uniens et à ce qu'il a qualifié d'« intimidation économique », la Chine se dit « prête à renforcer la communication et la coordination avec les pays latino-américains » pour œuvrer « contre l'unilatéralisme ». Le président Xi Jinping a ensuite lui-même rappelé, à l'occasion de son discours inaugural, l'engagement de la Chine à soutenir le développement des pays de la région, le tout en gardant au centre la « défense de leur souveraineté, leur indépendance nationale » et leur lutte contre « les ingérences extérieures ».

UNE PROMESSE D'INITIATIVE « WIN-WIN » ET D'ENTRAIDE ENTRE PAYS DU SUD GLOBAL

S'inscrivant dans la continuité de sa stratégie de la Belt and Road Initiative (BRI), la Chine a réitéré à l'occasion du Forum son idée de coopération qu'elle promeut comme un modèle « gagnant-gagnant » et alternatif à la volonté de confrontation quasi conflictuelle mise en avant par les choix états-uniens récents. Pékin a également réaffirmé la position de la Chine au sein des pays du Sud en évoquant une volonté de donner un nouvel « élan à la coopération du Sud global ».

Lors de l'ouverture du Forum, Xi Jinping a présenté cinq programmes (pour la solidarité, le développement, la civilisation, la paix, et les échanges humains) considérés comme prioritaires afin de consolider les liens sino-latino-américains.

Ces initiatives visent à construire ce que Xi décrit à l'occasion de son discours comme une « communauté d'avenir partagé » et à faire de la coopération Chine-ALC (Amérique latine - Caraïbes) un pilier du Sud global, dans un esprit de construction et de développement commun, le tout en opposition directe à l'approche des États-Unis considérée à nouveau à l'occasion du Forum comme ingérante et coercitive.

UNE ENVELOPPE DE 9 MILLIARDS DE DOLLARS POUR DE NOUVEAUX PROJETS

Toujours à l'occasion du Forum Chine-CELAC, Xi Jinping a promis un nouveau crédit de 66 milliards de yuans (environ 9,18 milliards de dollars états-uniens), et de nouveaux investissements dans des projets d'infrastructures. Ce montant, bien qu'inférieur aux 20 milliards offerts lors du premier Forum de 2015, illustre la volonté de Pékin d'affirmer une présence durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La Chine avait déjà depuis plusieurs années mis en place des efforts afin de se substituer aux Etats-Unis en tant que premier partenaire commercial et de développement.

L'inauguration du port en eau profonde de Chancay au Pérou en novembre 2024, fruit d'un partenariat sino-péruvien majoritairement financé par le biais d'un consortium en grande partie détenu par le géant chinois Cosco, a ouvert un corridor maritime stratégique entre l'Amérique latine et l'Asie. Grâce à ce méga-port, la Chine semble vouloir s'affirmer comme un acteur logistique incontournable sur la façade pacifique pour les pays latino-américains.

Par ailleurs, les échanges commerciaux entre Chine et Amérique latine (et Caraïbes) ont atteint 480 milliards de dollars en 2023, et ont dépassé pour la première fois les 500 milliards en 2024. En parallèle Pékin a signé des accords de libre-échange avec le Chili, le Pérou, le Costa Rica, l'Équateur et le Nicaragua, autant d'initiatives qui semblent avoir pour but d'emboîter le pas avant d'égaliser ou dépasser la présence états-unienne encore écrasante sur le continent.

DES PARTENAIRES TOUJOURS PRUDENTS

Le Brésil est l'un des partenaires centraux de la dynamique d'influence chinoise sur le continent. Alors que le pays annonce percevoir plus de 4,5 milliards de dollars de futurs investissements chinois dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie pharmaceutique et des semi-conducteurs, et que le président Lula da Silva reconnaît le rôle que Pékin peut jouer dans le renforcement et le développement des industries latino-américaines, il a également averti contre les risques d'une dépendance excessive. Pour lui, l'Amérique latine et les Caraïbes ne doivent pas devenir un champ de bataille entre puissances hégémoniques, ainsi, l'autonomie régionale doit à tout prix rester un impératif stratégique.

Le Mexique, quant à lui, se voit dans l'obligation d'adopter une position particulièrement nuancée en raison de sa forte dépendance économique avec les États-Unis. En 2024, bien que le pays nord-américain soit son principal partenaire commercial, les importations depuis la Chine, et plus généralement l'Asie, ont significativement augmenté. Cependant, le pays d'Amérique centrale demeure prudent et évite d'afficher un rapprochement trop évident avec Pékin, ainsi bien qu'il ait envoyé une délégation au Forum ce mois de mai, la présidente Claudia Sheinbaum, elle, n'a pas assisté au sommet.

UNE RÉGION SOUS PRESSION DANS UNE « GUERRE D'INFLUENCE » ?

L'Amérique latine semble être en train de devenir le théâtre d'un repositionnement stratégique à grande échelle et la Chine - deuxième partenaire commercial après les États-Unis - semble vouloir se présenter comme un partenaire incontournable cherchant à motiver la restructuration de l'ordre régional latino-américain. L'approche qu'a choisie Pékin se base sur la proposition d'un modèle « alternatif », et d'une coopération entre pays du Sud global fondée sur le développement d'infrastructures et l'accroissement des échanges économiques, le tout prenant racine dans une rhétorique anti-hégémonique à première vue séduisante.

Pour autant, bien que les États-Unis voient leur influence historique de plus en plus contestée et critiquent ouvertement la stratégie d'influence chinoise, ils ne semblent pas décidés à y opposer une réponse claire dans l'immédiat, et Washington semble laisser le champ libre à Pékin dans le jeu d'influence en train de s'affirmer en Amérique latine.

ENTRE RÉGULATION ET INFLUENCE : LES CRYPTO-MONNAIES DANS LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE KAZAKHE

Eva BELZ

Autrefois simple terre d'accueil pour les mineurs de bitcoins en quête d'électricité bon marché, le Kazakhstan affiche aujourd'hui des ambitions bien plus vastes. Le pays d'Asie centrale cherche désormais à devenir un véritable hub régional pour les actifs numériques, tout en conservant une forte emprise sur un secteur par nature volatile et difficile à maîtriser. Cette trajectoire, faite d'expérimentations, de régulations et d'initiatives inédites comme la création d'une « *CryptoCity* », révèle un exercice d'équilibriste entre innovation et contrôle.

DU PARADIS DES MINEURS À LA CONSOLIDATION RÉGLEMENTAIRE

En 2021, dans le sillage de la répression du minage de bitcoins en Chine, le Kazakhstan est soudainement propulsé au rang de deuxième producteur mondial de bitcoins, attirant plus de 27 % du hashrate global. Les mineurs ont afflué, attirés par une électricité bon marché, issue en grande partie du charbon, et d'un environnement juridique permissif. Mais cette croissance fulgurante a rapidement exposé les fragilités structurelles du pays : surcharge du réseau électrique, prolifération d'opérations illégales, et manque de capacité réglementaire à surveiller efficacement le secteur.

Face à ce chaos, le gouvernement kazakh a radicalement changé de cap. En 2023, une nouvelle série de régulations a drastiquement réduit l'activité minière – faisant chuter la part du pays à 4 % du minage mondial. Désormais, les opérateurs doivent se conformer à des règles strictes, notamment en matière d'enregistrement, de fiscalité et de consommation énergétique. Certains peuvent même construire des sources d'énergie indépendantes, preuve d'une volonté de professionnaliser l'industrie tout en limitant son impact sur le réseau national.

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE AMBITIEUSE MAIS MESURÉE

Ce recentrage n'a pas pour autant freiné l'ambition numérique du Kazakhstan. Bien au contraire, le pays a multiplié les initiatives pour encadrer et promouvoir une économie numérique durable et contrôlée. La Banque Nationale a lancé des travaux pour mieux définir le statut juridique des actifs numériques, imposer des licences aux prestataires, et créer un cadre réglementaire cohérent avec les standards internationaux. Un environnement de bac à sable (« *sandbox* ») permet déjà à des projets innovants en blockchain de se développer sous supervision.

Le Centre financier international d'Astana (AIFC), quant à lui, est devenu une plateforme centrale de l'écosystème : 11 bourses y opèrent aujourd'hui, proposant plus de 100 crypto-monnaies à plus de 140 000 utilisateurs. En 2024, les échanges y ont atteint 815 millions de dollars. Mais cette dynamique cache une fracture structurelle persistante : les banques traditionnelles restent largement méfiantes envers les entreprises du secteur crypto, limitant l'accès aux services bancaires de base. Cela freine l'intégration du secteur dans l'économie formelle, en dépit de la forte digitalisation du pays (prêts numériques, e-gouvernement, services bancaires mobiles.)

CRYPTOCITY : UN PARI SPATIAL POUR UNE NOUVELLE ÈRE NUMÉRIQUE

L'un des symboles les plus audacieux de cette stratégie est sans doute l'annonce, en mai 2025, par le président Kassym-Jomart Tokaïev, de la création d'une zone pilote dédiée aux cryptomonnaies : CryptoCity. Prévues dans la ville d'Altay, au sud-est du pays, cette zone expérimentale permettra d'utiliser des crypto-actifs dans la vie quotidienne : restaurants, immobilier, investissements. Altay, ancienne base de recherche nucléaire, dispose d'infrastructures scientifiques solides et d'une zone économique spéciale dédiée aux technologies innovantes.

Le projet, soutenu par le ministère du Développement numérique, vise à attirer développeurs, startups et investisseurs internationaux. Il s'inscrit dans une logique de territorialisation du progrès technologique, avec l'objectif assumé de faire du Kazakhstan un laboratoire régional de l'économie décentralisée.

Mais le succès de CryptoCity dépendra aussi de la capacité du pays à former et retenir les talents nécessaires. À ce jour, le secteur est encore dominé par de jeunes hommes (83 % entre 18 et 34 ans), et peu d'initiatives éducatives structurées ont vu le jour. Le développement d'un vivier de compétences en conformité, blockchain et cybersécurité s'annonce indispensable si le pays veut transformer cette coquille réglementaire en écosystème vivant.



UNE COURSE RÉGIONALE AUX CONTOURS GÉOPOLITIQUES

Le Kazakhstan n'est pas seul sur le terrain. Son voisin, l'Ouzbékistan, a opté pour une approche plus souple, axée sur l'adoption grand public des crypto-monnaies, grimant de 54 places dans l'indice mondial d'adoption en 2024. Ce contraste révèle deux visions opposées : centralisation et prudence au Kazakhstan ; libéralisation rapide et usage quotidien en Ouzbékistan.

Cette concurrence régionale, loin d'être purement économique, a aussi une portée géopolitique : il s'agit de se positionner comme un acteur stratégique de l'économie numérique, dans une Asie centrale de plus en plus courtisée par les investisseurs internationaux. Le Kazakhstan mise sur la stabilité réglementaire et la conformité internationale pour attirer des capitaux à long terme. Avec une capitalisation mondiale des cryptos dépassant les 2 700 milliards de dollars et plus de 580 millions d'utilisateurs dans le monde, cette stratégie peut s'avérer payante.

Les recettes générées par les crypto-monnaies au Kazakhstan devraient atteindre 101,4 millions de dollars dès 2025, pour plus de 923 000 utilisateurs attendus. Mais une question centrale demeure : le Kazakhstan saura-t-il transformer ses ambitions numériques en puissance durable, ou risque-t-il d'en rester à un modèle de façade, plus symbolique qu'opérationnel ?

EUROVISION 2025 : LA PARTICIPATION D'ISRAËL CONTESTÉE

Nina LAFON



Le 17 mai dernier s'est tenu la 69ème édition de l'Eurovision. Ce concours musical rassemble une trentaine de pays dont 26 pays européens. Cette année, c'est l'Autriche qui remporte le titre grâce à l'interprète Johannes Pietsch (JJ) et son titre *Wasted Love*. Cependant, tout n'est pas rose dans cette compétition internationale qui, depuis quelques années maintenant et notamment depuis le 7 octobre 2023, fait beaucoup parler d'elle. En effet, la participation d'Israël à l'Eurovision fait énormément de bruit et est majoritairement contestée par l'opinion publique et les pays participants.

POURQUOI ISRAËL PARTICIPE À L'EUROVISION ?

Le Concours Eurovision de la chanson, a été créé en 1957 par sept pays européens et est organisé par l'Union européenne de radio-télévision (UER). Regroupant la majorité des pays composant l'Europe, l'Eurovision comprend pourtant la participation de nombreux autres pays (37 au total) n'appartenant pourtant pas au continent européen. Des pays participants non-européens peuvent étonner, on retrouve la Turquie, l'Australie ou encore Israël. Mais alors, pourquoi ces pays qui sont parfois très éloignés de l'Europe, peuvent-ils participer à ce concours ? La réponse est très simple. L'Eurovision n'est pas organisée par une institution politique telle que l'Union européenne, mais bien par une alliance de groupe du service public, il n'est pas nécessaire d'être membre de l'UE ou d'être localisé en Europe. L'UER n'impose d'ailleurs aucune restrictions géographiques, il suffit seulement d'appartenir à la zone européenne de radiodiffusion, une zone définie selon l'UIT, l'Union internationale des télécommunications, une agence des Nations Unies. Depuis cette zone de radiodiffusion, ce sont les programmes de l'UER qui y sont diffusés et donc particulièrement l'Eurovision. L'Australie reste quant à elle un cas un peu particulier, car c'est le pays plus éloigné du Vieux continent. Elle participe au concours Eurovision grâce à la fidélité dont elle a fait preuve depuis près de 30 ans, en diffusant le programme musical sur ses chaînes de télévision. L'UER a donc jugé naturel d'inviter ce pays d'Océanie à rejoindre le concours.

VOLONTÉ D'EXCLUSION

Depuis 1973, Israël participe à ce concours qu'elle a déjà remporté quatre fois. La dernière victoire en date remonte à 2018. Selon la tradition, le pays gagnant devient l'hôte de la prochaine édition de l'Eurovision. C'est donc en Israël que s'est tenu le concours en 2019. Quelques années avant le 7 octobre 2023 pourtant, de nombreuses manifestations surviennent déjà. Cette année encore et pour la deuxième fois consécutive, la participation d'Israël fait couler de l'encre. Les cris d'insurrection ont retenti à Bâle, ville hôte de cette 69ème édition, notamment suite à la deuxième place qui a été obtenue par Israël. Ayant reçu le vote massif du public, certains pays remettent en question le système de vote qui manquerait de transparence. En effet, des pays soupçonneraient l'action d'influences extérieures pouvant mener leur public à voter pour Israël, comme cela a été le cas de l'Espagne.

Devenu un théâtre géopolitique, ce concours censé être apolitique mêle cependant de plus en plus chansons et actualité. En effet, Yuval Raphaël, représentante d'Israël pour cette année, est accusée d'avoir politisé sa chanson « New day will rise », une chanson écrite en référence au 7 octobre 2023 dont elle a été l'une des survivantes. Si la frayeur d'un Israël vainqueur cette année a été écartée, le gagnant de l'Eurovision, l'Autrichien JJ, avec le soutien de plusieurs pays participants, réclament toutefois l'exclusion d'Israël pour les années à venir. L'Allemagne, l'un des pays fondateurs du concours, menace elle-même de se retirer du programme si Israël continue à concourir. Le premier ministre espagnol Pedro Sánchez affirme lui-même ne pas comprendre pourquoi l'exclusion d'Israël à l'Eurovision poserait un problème au vu des circonstances actuelles, alors qu'aucunes contestations n'a été formulée lors de l'exclusion de la Russie au concours suite à l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Pour résumer, c'est une douce coalition entre les pays participants et l'opinion publique qui est en train de se former afin d'exclure Israël du concours. La presque victoire du pays à cette édition n'a fait que renforcer les craintes de certains quant à une potentielle victoire d'Israël sur les prochaines années, si toutefois le pays continue à concourir à l'Eurovision.

CONSÉQUENCE DE LA CRISE HUMANITAIRE À GAZA : UNE EUROPE UNIE QUI S'ÉLOIGNE D'ISRAËL ?

Axel DANTIN

Après un cessez-le-feu d'environ deux mois, Israël reprend l'offensive contre le Hamas en mars 2025. L'objectif assumé est clair : la prise de contrôle totale de la Bande de Gaza. Les bombardements et le manque de ravitaillements ont créé une crise humanitaire sans précédent dans la région. Cela a forcé les pays européens à adopter une position nouvelle, ferme contre Israël, quitte à remettre en cause des accords vieux de vingt ans.



Par ailleurs, la France et l'Arabie saoudite coprésideront à l'ONU en juin, une Conférence internationale pour le règlement pacifique de la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution des deux États. Bien que la conférence soit reportée pour le moment, l'Europe a un rôle primordial à jouer dans la résolution de ce conflit, au moins par sa proximité avec l'État d'Israël et son implication humanitaire dans les territoires palestiniens.

TOUR D'HORIZON : LA SITUATION DES ÉTATS MEMBRES SUR LE CONFLIT

Aujourd'hui, 12 des 27 États membres de l'Union européenne reconnaissent officiellement l'État de Palestine. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie, reconnaissent l'État de Palestine depuis l'ère communiste. Chypre, Malte et la Suède ont suivi. Enfin, l'Espagne, l'Irlande et la Slovénie ont annoncé la reconnaissance de l'État palestinien en mai 2024. Pour les autres États membres de l'Union, tous envisagent de reconnaître prochainement l'État palestinien, de manière concertée avec plusieurs autres États, soit par l'intermédiaire de l'ONU, soit grâce à des négociations bilatérales directes entre Palestiniens et Israéliens. Il existe tout de même quelques différences de vision entre États. La France souhaite reconnaître l'existence de cet État prochainement. Le 30 mai dernier, le président Macron a déclaré que la reconnaissance d'un État palestinien n'est « pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique » afin d'apporter une « réponse à la hauteur de la situation humanitaire. » Le Président français a énuméré six conditions :

- La libération des derniers otages détenus par le Hamas,
- La démilitarisation du Hamas,
- L'exclusion du Hamas de la gouvernance de tout État palestinien,
- La réforme de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie,
- La reconnaissance par l'éventuel État palestinien d'Israël et de son droit à vivre en sécurité,
- La création d'une « architecture de sécurité » pour l'ensemble de la région.

Paris souhaite par ailleurs une initiative conjointe, comme celle menée en mai 2024 par l'Espagne, l'Irlande et la Norvège. La France souhaiterait aussi monnayer cette reconnaissance par un effort des pays arabes et une reconnaissance de l'État d'Israël par d'autres États arabes. Le gouvernement français mène par ailleurs un important plaidoyer afin de pousser le Royaume-Uni, le Canada ou encore la Belgique à faire partie de cette initiative conjointe. Le Premier ministre de Malte a d'ores et déjà annoncé qu'il reconnaîtrait l'État palestinien lors de la conférence organisée à l'ONU. Concernant d'autres membres, l'Italie et les Pays-Bas se sont tous deux indignés de la situation humanitaire dans la région et soutiennent activement la solution à deux États. C'est aussi le cas de la Pologne qui accuse Israël de violer le droit international. L'Espagne et l'Irlande sont particulièrement critiques envers l'État hébreu et soutiennent activement la cause palestinienne. L'Allemagne a quant à elle vu sa position historique évoluer dans les dernières semaines.



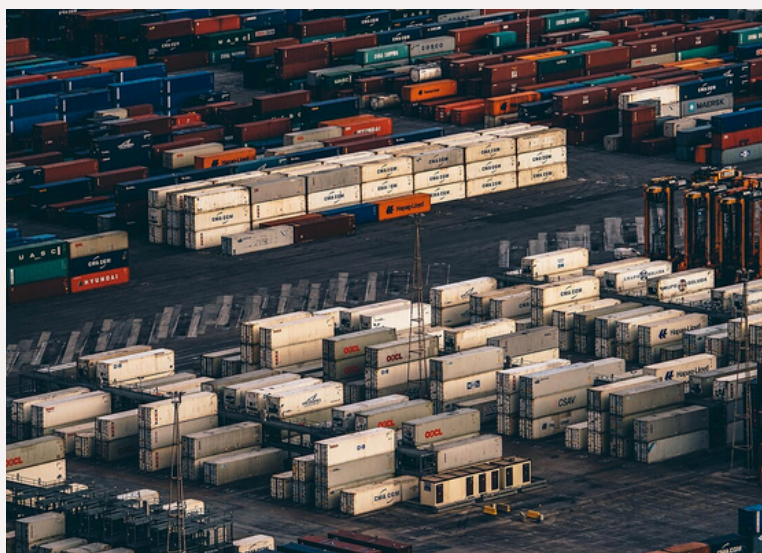
LA VOIX DE L'ALLEMAGNE

Les relations entre Berlin et Tel-Aviv ont toujours été particulières, marquées par le poids de l'histoire. L'Allemagne a toujours eu une politique extérieure conciliante envers l'État hébreu. Dernièrement, celle-ci est intervenue pour défendre Israël contre les accusations de génocide, énoncées par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice en janvier 2024. Berlin a tenté de mener une politique d'équilibriste matérialisée par un soutien inconditionnel à Israël, insistant toutefois sur la nécessité de respecter le droit international. Cette diplomatie a été critiquée, aussi bien à l'étranger que sur le territoire allemand. L'Allemagne est le plus proche allié d'Israël en Europe, en témoignent les ventes d'armes. Berlin est le deuxième exportateur d'armes vers Israël après les États-Unis. Il existait une sorte de tabou dans l'exécutif allemand qui ne se positionnait jamais à l'encontre de l'État d'Israël, quel que soit le gouvernement. Il existe cette notion de « *Staatsräson* » (raison d'État), selon laquelle la sécurité d'Israël est considérée comme une responsabilité fondamentale de l'Allemagne. Malgré cela, la diplomatie allemande s'oppose depuis quelques semaines à la politique du Premier ministre Netanyahu. Le Chancelier Merz a déclaré le 26 mai dernier que « *Le gouvernement israélien ne doit rien faire que ses meilleurs amis ne soient plus prêts à accepter.* » L'Allemagne a, par le passé, accepté des choses qu'elle n'acceptera plus aujourd'hui. Par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Johann Wadepful, Berlin a remis en cause la vente d'armes à l'État hébreu, évoquant « *un dilemme politique et moral majeur.* » L'Allemagne, comme ses partenaires, ne s'oppose pas à Israël en tant que nation mais aux politiques destructrices menées par son gouvernement. Ainsi, aux côtés d'autres ambassadeurs européens, l'ambassadeur allemand en Israël s'est rendu en mai 2025 au sommet pour la paix organisé à Jérusalem par l'opposition au gouvernement israélien. Cette hostilité assumée à l'encontre du gouvernement actuel est une première dans les relations entre les deux États. Si l'Allemagne et l'Europe peuvent jouer un rôle dans la résolution de cette crise, c'est avant tout grâce à leur proximité avec l'État hébreu.



L'EUROPE, UN DES PRINCIPAUX PARTENAIRES D'ISRAËL

L'Union européenne (UE) est à la fois le premier partenaire commercial d'Israël et de la Palestine. Elle est par ailleurs le premier donateur d'aide au développement de la Palestine. En 2024, 28,8 % des exportations israéliennes étaient dirigées vers l'UE et 34,2 % des importations provenaient de l'Union. Ces chiffres sont le résultat de l'accord d'association entre l'UE et Israël, entré en vigueur en 2000. C'est un accord de libre-échange qui concerne notamment les secteurs industriel et agricole. La coopération touche bien d'autres domaines. L'Union européenne, désireuse de réduire sa dépendance à la Russie, a annoncé en 2022 un partenariat avec Israël concernant l'importation de gaz naturel liquéfié. La Commission européenne prévoit l'importation de 7 milliards de mètres cubes de gaz liquéfié par an, soit environ 2,15 % du total des importations de gaz de l'UE. Le secteur scientifique est aussi concerné. En 2021, Israël a rejoint le programme *Horizon Europe*, un programme européen pour la recherche et l'innovation, doté d'un budget de 95 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En plus de cela, Israël fait partie du programme *Galileo* pour le développement d'un GPS européen, mais aussi du programme ERASMUS + qui permet aux étudiants israéliens d'aller étudier en Europe et inversement. Israël participe par ailleurs à l'Eurovision depuis 1973. Cette proximité entre l'État hébreu et l'Union européenne était telle qu'une adhésion à l'Union a parfois été évoquée. En son temps, le Premier Ministre italien Silvio Berlusconi était un fervent supporter de l'adhésion d'Israël à l'Union. Aujourd'hui, plusieurs États souhaitent utiliser cette proximité et ces nombreux accords pour faire fléchir le gouvernement israélien et garantir un cessez-le-feu puis une paix durable entre les deux États, israélien et palestinien.



LES MESURES ENVISAGEABLES POUR L'EUROPE

Dès le mois de février 2024, le Premier ministre espagnol et son homologue irlandais, ont adressé une lettre à la présidente de la Commission européenne pour réexaminer l'accord de libre-échange entre Israël et l'Union européenne. Le 20 mai 2025, la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères a annoncé un réexamen des accords commerciaux avec Israël.

Parmi les 27 États membres, 17 se sont prononcés en faveur d'un réexamen de l'accord d'association. Un article de l'accord est remis en cause. L'article 2 de l'accord prévoit que les relations entre Israël et l'Union européenne reposent sur « *le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques.* » Ces deux aspects sont aujourd'hui discutés. Même si toute révision formelle doit avoir l'accord des deux parties, l'Europe pourrait se libérer de ses engagements envers l'État hébreu si elle estimait qu'Israël ne respecte pas ses engagements. Suivant ce principe, l'ensemble des accords passés entre Israël et l'Union Européenne peuvent être soumis à révision. Comme évoqué précédemment, la vente d'armes est un autre moyen de pression. L'Espagne et l'Italie ont déjà cessé d'exporter des armes vers Israël depuis le 7 octobre 2023. La France affirme ne vendre aucune arme létale à Israël et l'Allemagne a menacé par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères d'arrêter la vente d'armes. L'industrie de l'armement israélienne est aussi une cible. L'Espagne a par exemple annulé début juin 2025 un accord pour des systèmes de missiles antichars qui devaient être fabriqués à Madrid par une filiale d'une société israélienne. Des sanctions à l'encontre de certains membres du gouvernement pourraient aussi être mises en place. L'Irlande, l'Espagne ainsi que le Premier ministre britannique ont demandé publiquement à imposer des sanctions à des personnalités politiques israéliennes. Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, et Bezalel Smotrich, ministre des Finances, sont principalement critiqués en raison de leurs prises de position de plus en plus extrêmes en violation du droit international.

Depuis le 7 octobre, l'Europe montre un visage uni. Les membres continuent de soutenir la création à long terme d'un État palestinien à côté d'Israël, ils ont fermement condamné les attaques terroristes d'octobre 2023 et condamnent aujourd'hui la violence utilisée par Israël. Malgré les tensions, aucun État ne souhaite rompre ses relations diplomatiques avec Israël. L'histoire et la culture stratégique des États rendent impossible un alignement parfait de la politique extérieure de l'Union européenne. Au-delà de ces divergences, plus de forme que de fond, nous pouvons l'affirmer aujourd'hui, l'Union européenne, unie, se distance de plus en plus du gouvernement israélien.



LE VIETNAM TOURNE LA PAGE DE LA POLITIQUE DES DEUX ENFANTS

Léo LE BRUN

Le 4 juin 2025, le Vietnam a officiellement mis fin à la politique de limitation à deux enfants par famille, en vigueur depuis près de 40 ans. Derrière cette décision se dessinent des enjeux bien plus vastes qu'une simple réforme de politique familiale : ce changement marque une étape majeure dans l'évolution de la stratégie démographique et économique d'un pays de 100 millions d'habitants, à l'heure où l'Asie du Sud-Est dans son ensemble est confrontée à un vieillissement accéléré de sa population. Cette décision, rapportée par l'Agence vietnamienne d'information (VNA), survient dans un contexte de préoccupations croissantes face à la baisse continue du taux de fécondité. Selon les chiffres du ministère de la Santé, celui-ci est tombé à 1,91 enfant par femme en 2024, contre 2,11 en 2021 – bien en dessous du seuil de renouvellement des générations, traditionnellement fixé à 2,1. Ce phénomène, historiquement associé aux pays développés, menace désormais d'entraver les ambitions de croissance et de modernisation du Vietnam.

LE LONG HÉRITAGE DES POLITIQUES DE CONTRÔLE DES NAISSANCES

La mise en place d'une politique de limitation des naissances au Vietnam trouve son origine dans un contexte historique et politique spécifique. Inspiré en partie par son voisin chinois, qui instaurait dès 1979 la politique de l'enfant unique, le gouvernement vietnamien avait introduit dès 1988 la règle des deux enfants par famille, dans un effort pour maîtriser une croissance démographique jugée excessive. À l'époque, le Vietnam sortait à peine de décennies de guerre et de reconstruction, dans un pays rural et encore marqué par la pauvreté de masse. Le contrôle des naissances apparaissait comme un levier nécessaire pour favoriser le développement économique et social. Pendant plusieurs décennies, cette politique a permis de contenir la progression rapide de la population, tout en accompagnant la transition démographique amorcée dans les années 1990, avec le lancement du *Đổi Mới* (Renouveau) – programme de réformes économiques et d'ouverture progressive vers le marché. Mais, comme en Chine, les bénéfices initiaux de cette politique ont cédé la place à des effets pervers à long terme : vieillissement accéléré de la population, déséquilibres des sexes à la naissance, et réduction progressive de la main-d'œuvre active – autant de défis que le gouvernement vietnamien reconnaît désormais avec lucidité.

Ces trois dernières années, le Vietnam a vu son taux de fécondité chuter à des niveaux « historiquement bas », selon les propres termes du ministère de la Santé. De 2,11 enfants par femme en 2021, le taux est passé à 2,01 en 2022, 1,96 en 2023, pour atteindre 1,91 en 2024. Les métropoles de Hanoï, au nord, et de Hô Chi Minh-Ville, au sud – véritables poumons économiques du pays – sont particulièrement touchées par cette tendance. Dans ces centres urbains, la hausse continue du coût de la vie, couplée à des salaires qui peinent à suivre cette évolution, dissuade de nombreux jeunes couples d'envisager la parentalité multiple. Comme l'a souligné la ministre adjointe de la Santé, Nguyen Thi Lien Huong, il devient de plus en plus difficile de convaincre les couples d'avoir davantage d'enfants, malgré les incitations étatiques. Elle a averti que cette tendance pourrait nuire à la croissance économique à long terme, en réduisant la main-d'œuvre disponible et en accélérant le vieillissement de la population.

Les autorités vietnamiennes redoutent en particulier que ce phénomène compromette l'ambition nationale : atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici à 2045. Dans un tel contexte, la suppression officielle de la politique des deux enfants apparaît comme une mesure pragmatique, destinée à lever les freins juridiques et administratifs à la natalité.

LE DÉFI DU DÉSÉQUILIBRE DES SEXES

Au-delà de la baisse de la natalité, le Vietnam doit également faire face à un autre défi démographique : le déséquilibre persistant des sexes à la naissance, conséquence d'une préférence culturelle enracinée pour les garçons. En 2024, on comptait encore 112 garçons pour 100 filles à la naissance, un ratio supérieur à la norme biologique estimée autour de 105 garçons pour 100 filles. Ce déséquilibre, bien que légèrement amélioré par rapport au pic observé au cours de la dernière décennie, demeure préoccupant. Il résulte en partie de pratiques illégales mais encore répandues, telles que la sélection du sexe du fœtus par avortement. Si la loi interdit aux médecins de révéler le sexe de l'enfant avant la naissance et punit sévèrement les avortements motivés par la préférence pour le sexe, les sanctions se sont révélées insuffisantes pour éradiquer ce phénomène. Le ministère de la Santé a ainsi proposé, en juin 2025, de tripler les amendes pour les infractions en la matière, les portant à 3 800 dollars – une mesure qui vise à freiner ces pratiques et à rééquilibrer progressivement le ratio des sexes. Ce déséquilibre a des répercussions profondes sur la structure sociale future du pays. Une génération marquée par un excès de garçons pourrait se heurter à des problèmes de mariage, de cohésion sociale et de stabilité à long terme. Le gouvernement, conscient de ces risques, multiplie désormais les campagnes de sensibilisation et les actions en faveur d'une égalité de genre accrue.

Une tendance régionale ?

Le Vietnam n'est pas un cas isolé en Asie. La région tout entière est engagée dans une transition démographique rapide. En Chine, voisine influente du Vietnam, la politique de l'enfant unique, mise en place à la fin des années 1970, a été assouplie à partir de 2016 pour permettre aux couples d'avoir jusqu'à trois enfants. Mais ces réformes n'ont pas suffi à inverser la tendance : la Chine a connu en 2024 sa troisième année consécutive de déclin démographique. De même, dans les pays de l'Asie du Sud-Est, le taux de fécondité baisse de manière significative. Singapour et la Thaïlande, par exemple, affichent aujourd'hui des taux proches de 1 enfant par femme. Le Vietnam suit donc une trajectoire comparable, marquée par une modernisation rapide, une urbanisation croissante, et une évolution des mentalités en matière de parentalité. Le parallèle avec la Chine est particulièrement instructif : alors que la politique des naissances y a laissé des traces profondes sur la structure démographique, le Vietnam tente d'en tirer les leçons, en adoptant une approche plus souple et plus soucieuse de l'équilibre à long terme. Contrairement à Pékin, qui a imposé un plafond de trois enfants, le gouvernement vietnamien a choisi de ne plus imposer aucune limite, laissant désormais chaque couple libre de déterminer la taille de sa famille.

Cette réforme s'inscrit dans une volonté plus large de renouveler l'approche démographique du Vietnam. Comme l'a plaidé la ministre adjointe Nguyen Thi Lien Huong, il ne s'agit plus simplement de planification familiale, mais d'adopter une vision plus intégrée, liant population et développement durable.

Le gouvernement entend ainsi promouvoir des politiques de soutien à la natalité plus complètes, incluant des aides financières aux familles, des infrastructures de garde d'enfants, et un renforcement des droits des femmes. Dans ce cadre, la transformation des mentalités joue un rôle clé. Il s'agit de dépasser les représentations traditionnelles, notamment la préférence pour les garçons, et d'encourager une société plus égalitaire et plus favorable à la parentalité. Le tournant opéré par le Vietnam en matière de politique familiale a des implications importantes non seulement pour sa trajectoire nationale, mais aussi pour sa place dans le concert international. En montrant sa capacité à ajuster ses politiques face aux dynamiques démographiques contemporaines, le Vietnam renforce son image de pays pragmatique et tourné vers l'avenir. Dans un monde où la démographie devient un levier clé de la puissance économique et de l'influence géopolitique, la gestion de ces enjeux devient un élément de diplomatie à part entière.

À l'heure où le pays ambitionne de devenir un acteur économique majeur en Asie d'ici à 2045, cette réforme de la politique des naissances envoie un signal fort : celui d'un Vietnam conscient de ses défis internes, mais résolument engagé dans la construction d'un avenir durable et équilibré.

PHILIPPINES : UNE DÉMOCRATIE PRISE EN OTAGE PAR LA GUERRE DES CLANS

Louna BOBINSKI

Les Philippines sont en pleine période électorale avec les élections de mi-mandat, tenues le 12 mai 2025 dans une atmosphère électrique. Censées évaluer à mi-parcours le bilan du pouvoir en place, elles ont surtout témoigné d'un affrontement féroce entre les deux principales dynasties politiques du pays. Autrefois alliés, les clans Marcos et Duterte sont désormais en guerre ouverte. Une lutte qui menace de faire passer au second plan les préoccupations sociales majeures d'une population en quête de solutions concrètes.



CONTEXTE POLITIQUE

Depuis leur alliance électorale en 2022, Ferdinand Marcos Jr, président de la République et héritier de l'ancien dictateur, et Sara Duterte, vice-présidente et fille de l'ex-président Rodrigo Duterte, ont vu leurs relations se dégrader à grande vitesse. La rupture a été consommée à l'approche des élections de mi-mandat, sur fond d'accusations de mésusage de fonds, d'arrestation de Rodrigo Duterte pour crimes contre l'humanité, et de campagnes numériques de désinformation. Le champ de bataille électoral s'est ainsi transformé en terrain de revanche dynastique, où chaque vote est devenu un symbole d'allégeance. Qui sont les deux clans qui s'affrontent exactement ?

Camp Marcos : C'est le clan du pouvoir, il se positionne au centre-droit, prônant l'ordre, le nationalisme et un rapprochement avec les États-Unis. Il mise sur l'héritage du nom Marcos pour imposer « une Nouvelle Philippines ».

Camp Duterte : Davantage populiste, oscille entre droite radicale et extrême droite, misant sur la rhétorique sécuritaire, l'hostilité vis-à-vis des élites manillaises et des liens ambigus avec la Chine.

ACTUALITÉ ET RÉSULTATS ÉLECTORAUX

Contre toute attente, les résultats ont déjoué les pronostics. Alors que les sondages prédisaient un raz-de-marée pour la coalition présidentielle « *MARCOS* », celle-ci n'a décroché que six des douze sièges sénatoriaux en jeu. À l'inverse, la liste pro-Duterte, surnommée les « *Duter10* », a remporté trois sièges, dont celui de Bong Go, réélu triomphalement, et de Ronald « *Bato* » dela Rosa, pourtant donné perdant. À savoir que le 11 mars, Rodrigo Duterte a été arrêté puis envoyé à La Haye pour y être jugé pour crimes contre l'humanité liés à sa violente « *guerre contre la drogue* ». Cet événement choc a ravivé l'émotion et la colère chez ses partisans, qui l'ont vu comme une attaque politique. Au lieu de discréditer son clan, cela a renforcé leur popularité auprès de leurs partisans, qui ont vu ça comme une injustice, résultat : Sara Duterte, sa fille, a vu sa campagne reprendre des couleurs, tandis que Ferdinand Marcos Jr, le président, a perdu en popularité (-17 points), vu comme responsable (ou complice) de cette arrestation. Aux élections, les électeurs ont « puni » Marcos dans les urnes remportant seulement 6 sièges sur 12, et le clan Duterte a réussi un retour en force (3 sièges), même s'il reste en minorité.

CONTEXTE HISTORIQUE

La vie politique philippine reste profondément marquée par les logiques claniques. Depuis des décennies, des familles comme les Marcos, Duterte ou Aquino dominent l'appareil d'État, bien souvent au détriment des clivages idéologiques ou des débats de fond. L'alliance Marcos-Duterte de 2022, construite sur le calcul électoral plus que sur une vision commune, n'aura tenu que le temps des élections. Les efforts de Marcos Jr pour marginaliser son ex-alliée au profit de son cousin Martin Romualdez ont alimenté la discorde et déclenché une contre-offensive politique de Sara Duterte.

PERSPECTIVES

L'avenir politique immédiat se jouera au Sénat, où le procès en destitution de Sara Duterte, prévu en juin, pourrait rebattre les cartes. Accusée de menaces contre le président et visée par une enquête pour détournement de fonds, la vice-présidente refuse pourtant de se retirer. En cas de révocation, le choc politique pourrait être sévère, tant l'opinion reste sensible au traitement réservé à la famille Duterte. À plus long terme, la présidentielle de 2028 se profile déjà. Sara Duterte, malgré les attaques, reste une prétendante crédible, forte d'un discours populiste bien rodé et d'un ancrage territorial solide. Face à elle, le président Marcos Jr devra rallier un camp divisé, miné par les défections internes, et répondre aux attentes sociales pressantes dans un contexte économique tendu.

ANALYSE ET OUVERTURE

Alors que le pays fait face à une inflation persistante, à des inégalités criantes et à une population en demande de réformes concrètes, l'élite politique semble absorbée par une querelle dynastique stérile. La polarisation extrême entre les clans Marcos et Duterte compromet la construction d'un projet national inclusif. En lieu et place de débats de fond, les électeurs assistent à un théâtre politique où le pouvoir se joue entre héritiers, et non entre idées. Si cette dynamique perdure, la démocratie philippine risque de s'enliser encore davantage dans le clientélisme et la personnalisation du pouvoir, loin, très loin, des aspirations du peuple philippin. Les jeux sont faits, mais la partie ne fait que commencer. Avec les résultats officiels des élections de mi-mandat désormais connus, la bataille pour la présidentielle de 2028 est lancée. Derrière les chiffres, c'est un avertissement : les Marcos perdent du terrain, les Duterte reviennent en force, et la recomposition du pouvoir philippin s'accélère.

LE RAVIVEMENT DES TENSIONS ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

Sarah GRUAND

Le 22 avril 2025 un attentat frappait le Cachemire indien. En réponse, l'Inde a bombardé plusieurs bases dites terroristes sur le territoire du Pakistan et du Cachemire pakistanais entre le 6 et 10 mai. Cette réaction prévisible s'inscrit dans la continuité des interactions entre le Pakistan et l'Inde depuis plusieurs années.

UN BILAN MATÉRIEL ET HUMAIN INCERTAIN

En raison des tensions qui perdurent même après le cessez-le-feu du 10 mai et de la guerre informationnelle que se livrent l'Inde et le Pakistan, le bilan est difficile à déterminer. Les frappes indiennes, dénommées opération Sindoor, ont, selon un discours du Premier ministre indien le 12 mai, tué plus d'une centaine de terroristes. Le Pakistan évoque au contraire 40 morts et 121 blessés parmi la population civile à la date du 13 mai, et 13 militaires morts et 78 militaires blessés à la date du 14 mai. Les attaques pakistanaises contre l'Inde auraient quant à elles fait 16 morts et 59 blessés à la date du 8 mai, et 5 militaires seraient aussi morts selon la presse. Une incertitude plane concernant le bilan matériel pour les forces aériennes indiennes. Le Pakistan prétend avoir abattu plusieurs avions alors que l'Inde garde le silence sur ses pertes réelles. L'intensité particulière de conflit est caractérisée par le fait que les bases et infrastructures militaires des deux pays ont été la cible d'attaques faisant craindre une escalade nucléaire.

UN AFFRONTEMENT DIPLOMATIQUE ET INFORMATIONNEL DE LONGUE DATE

Les combats armés ont certes rapidement pris fin, mais les hostilités se sont poursuivies dans les sphères diplomatique et informationnelle. Depuis des années déjà, l'Inde et le Pakistan s'adressent à leurs populations et à la communauté internationale en dépeignant l'autre pays comme responsable de tous les problèmes sécuritaires de la région.



Le Cachemire, espace divisé entre les deux Etats, abrite des groupes terroristes tels que celui responsable de l'attentat du 22 avril, Lashkar-e-Taiba. Selon l'Inde, ces groupes ont le soutien du gouvernement pakistanais. A contrario, le Pakistan accuse l'Inde de soutenir le terrorisme sur le territoire pakistanais. Ces narratifs contradictoires s'affrontent dans leurs déclarations publiques, dans l'espace informationnel, et dans les institutions internationales. Tout l'enjeu de cette bataille narrative est d'être reconnu comme justifié dans ses actions au regard du droit international afin d'éviter des répercussions politiques ou géopolitiques.

Dans le cadre de cette rivalité, la mésinformation comme la désinformation prolifèrent. À l'échelle nationale d'abord, pour unifier l'opinion publique nationale, et à l'échelle internationale, pour obtenir le soutien des autres Etats. Chaque camp a été mis en cause pour avoir manipulé l'information à sa faveur. Les médias dans les journaux et à la télévision, tout comme les citoyens sur les réseaux sociaux, contribuent à ce chaos informationnel en créant ou en relayant des fausses informations. Dans un tel contexte, il est devenu difficile de distinguer la réalité des faits. L'issue même des combats de mai 2025 est incertaine à cause de cette guerre narrative. Des deepfakes, des images et des vidéos détournées circulent et sèment le doute sur les cibles et la puissance des frappes. Chaque camp se targue d'avoir atteint ses objectifs, d'avoir triomphé. La gloire ou l'intimidation de l'ennemi sont mises en avant, au détriment d'un bilan factuel.



Le Pakistan, en position défavorable à l'ONU, tente de restaurer son image, notamment en 2020 lorsqu'il a présenté un dossier et s'est appuyé sur un rapport de EU DisinfoLab dénonçant la campagne internationale de désinformation indienne à l'encontre du Pakistan. En mai 2025, à l'ONU, l'Inde et le Pakistan s'accusent mutuellement d'être l'investigateur responsable de l'éclatement du conflit armé et de ne pas vouloir la paix. Le Pakistan a invoqué son droit de légitime défense en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

Par ailleurs, un autre sujet qui occupe les débats est le traité bilatéral de partage des eaux entre les deux pays qui a été révoqué unilatéralement par l'Inde dès avril 2025 comme mesure de rétorsion contre le Pakistan. L'usage d'une telle ressource vitale comme arme de négociation soulève des questions éthiques, mais l'Inde justifie cette décision par ce qu'elle désigne comme un manque de coopération concernant la renégociation de ce traité et contre le terrorisme de la part du Pakistan. L'Inde est appelée à la retenue par ses alliés occidentaux alors que le Pakistan reçoit le soutien de la Chine, de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Les craintes d'une aggravation du conflit sont loin d'avoir disparu avec l'établissement du cessez-le-feu. Le Pakistan ne peut survivre sans eau et sera ainsi obligé soit de se conformer aux demandes indiennes, soit de relancer les combats.

LA LEVÉE PROGRESSIVE DES SANCTIONS DE L'ÈRE ASSAD

Jade CAYZAC

Le 8 décembre 2024, le régime de Bachar el-Assad s'effondre. Si ce dernier pouvait compter sur les subventions budgétaires de l'Iran et de la Russie, les nouvelles autorités en place à Damas ne disposent pas de telles garanties. Dans un pays ravagé par plus de treize années de guerre civile, les besoins économiques de la population font pression sur le nouveau pouvoir.

Le 13 mai 2025, en déplacement dans le Golfe, Donald Trump annonce à Ryad la levée des sanctions économiques qui pèsent sur la Syrie. Cette décision est une occasion historique pour reconstruire un pays dont l'économie est exsangue. Le 20 mai, l'Union européenne annonce également la levée totale des sanctions économiques infligées depuis 2011. Cependant, cette mobilisation internationale en faveur de la reconstruction syrienne risque d'être compromise par l'instabilité persistante d'un pays en transition.

POUR L'EUROPE : DONNER UNE CHANCE AU PEUPLE SYRIEN

Dans un rapport publié le 23 Mai et intitulé *Affaiblir la Russie*, l'European Union Institute for Security Studies recommande : « *Il est primordial de veiller à ce que les nouvelles autorités ne soient pas incitées à autoriser le maintien de la présence russe dans le pays* ». Déjà en février, l'Union européenne annonçait l'allègement de ses mesures restrictives, ciblant notamment les secteurs énergétique et bancaire.

Les Vingt-sept ont cependant été confrontés au clivage qui caractérise leur prise de décisions communes. Dans cette situation, ils étaient divisés entre les partisans d'une poursuite de l'arrêt des sanctions, et les membres plus réticents, inquiets par l'implication de la Russie, de la Turquie et de Daesh en Syrie. L'annonce de la levée des sanctions américaines a instauré une nouvelle dynamique favorable à la discussion, menant les États membres à la même décision, prévue d'être formellement adoptée par le Conseil le mardi 27 mai. Pour la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas : « *Nous avons deux choix : soit nous donnons une chance aux Syriens, en leur fournissant des services, des emplois et en leur versant des salaires afin de réduire la radicalisation en Syrie, soit nous ne leur donnons pas cette chance, et nous n'avons alors aucun droit de regard sur les droits de l'homme et toutes les questions qui nous préoccupent réellement* ». Elle précise néanmoins que cette levée des sanctions n'est pas sans conditions, certaines mesures comme l'interdiction d'équipement de répression resteront en application.

Le Quai d'Orsay a également précisé que « *La France continuera de demander aux autorités syriennes de transition de solides garanties en matière de transparence et de bonne utilisation des fonds internationaux, et veillera à ce que les enjeux prioritaires pour elle soient pris en compte, en particulier, la lutte contre le terrorisme.* » La levée des sanctions par l'UE est ainsi une décision « *réversible et conditionnée à des progrès* », selon les termes employés par Mme Kallas.

INVESTIR EN SYRIE : ENTRE OUVERTURE AMÉRICAINE ET FRAGILITÉ PERSISTANTE

Pour les États-Unis également, la levée des restrictions doit observer des « *priorités absolues* » selon le président. La rencontre à Riyad le 14 mai entre Donald Trump et le président de transition Ahmad Al-Charaa était déjà le signe de l'amélioration des relations entre le nouveau pouvoir syrien et les États-Unis. À la suite de celle-ci, le gouvernement syrien a accepté d'aider à localiser et rapatrier les citoyens américains pris en otage en Syrie par l'État islamique.

Malgré des progrès sur le plan diplomatique, les nouvelles mesures annoncées par le président Trump restent à relativiser. Certes, elles constituent des avancées importantes, à l'instar de la levée des réglementations interdisant les transactions financières entre entités américaines et syriennes, et plus particulièrement la dérogation de 6 mois au titre de la « *loi César* » qui visait à sanctionner la coopération de toute entreprise avec le pouvoir el-Assad. Reste que les sanctions ne disparaîtront pas d'un coup, et que le Congrès devra donner son feu vert pour affirmer une suppression complète de celles-ci.

La reconstruction de la Syrie est estimée par l'ONU à plus de 400 milliards de dollars, après une guerre ayant fait plus d'un demi-million de morts, et provoqué l'exil de millions d'habitants. Dans un pays où 90% de la population vit sous le seuil de pauvreté, le retour des investissements est attendu de pied ferme, bien qu'aucune loi sur l'investissement ou de réforme économique n'y ait encore été adoptée. Qualifié d'« *important couloir économique entre l'Orient et l'Occident* », selon les termes d'Ahmad al-Charaa, le président intérimaire affirme que les entreprises étrangères sont les bienvenues dans un pays qui constitue aujourd'hui « *une opportunité d'investissement prometteuse* ». Tout de même, le processus devrait être long avant que le système bancaire du pays ne puisse se reconnecter au système financier international. Un travail colossal devra être effectué notamment concernant la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, une des requêtes de l'administration américaine.



SOUTENIR SANS CAUTIONNER : L'ÉQUILIBRE FRAGILE DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE EN SYRIE

Néanmoins, le dialogue n'est pas accepté de tous, et la diplomatie doit rappeler pourquoi elle existe. Et pour cause, il n'est pas si loin le temps où l'arrestation de Ahmed Al-Charaa se voyait récompensé de 10 millions de dollars par Washington. L'actuel président de transition syrien était alors à la tête de Hayat Tahrir Al-Sham, issu de l'ex branche syrienne d'Al-Qaïda. L'image de sa venue à l'Élysée, comme première visite officielle dans un pays Occidental, début mai, était vivement critiquée par une partie de la classe politique française. Le soutien à une transition dirigée par une coalition islamiste est perçu comme le discrédit d'un engagement dans la lutte contre l'islamisme. Des manifestations ont notamment dénoncé plusieurs évènements récents, comme les massacres qui ont fait 1700 morts en mars, majoritairement à l'encontre de la communauté alaouite. Le doute pèse sur la capacité des nouvelles autorités à contrôler les combattants extrémistes qui leur sont affiliés.

Une transition fragile, donc, que le président Macron entend soutenir, à condition que tout soit mis en œuvre « *pour assurer la protection de tous les Syriens sans exception, quelle que soit leur origine, leur religion, leur opinion* ». Car les enjeux sont multiples et ne pas dialoguer serait « *irresponsable vis-à-vis des Français et de leur sécurité* », maintenait le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. La Syrie est un dossier complexe, où sont en jeu la lutte contre le terrorisme, la maîtrise des flux migratoires, des trafics de drogue et ainsi, une part importante de la stabilité des relations internationales.

Si les investisseurs internationaux sont, comme l'a souligné le chef de la diplomatie syrienne, « *les bienvenus* », ils devront toutefois composer avec un environnement politique instable et une reconstruction qui s'annonce titanesque. Pour que la Syrie puisse fonctionner selon les standards économiques internationaux – où les transferts financiers se font en un clic – elle devra moderniser ses infrastructures administratives, juridiques et bancaires. Or, des institutions gangrenées par des années de corruption et de clientélisme ont laissé place à un climat profondément hostile aux affaires. La levée progressive des sanctions internationales à l'encontre de la Syrie ouvre une fenêtre inédite pour la reconstruction du pays. Si les initiatives américaines et européennes traduisent une volonté réelle d'avancer et de faire tourner la page à un pays détruit par plus d'une décennie de guerre, la transition est profondément fragile, marquée par des acteurs aux agendas divergents, et un tissu institutionnel à rebâtir.

L'IMPOSSIBILITÉ DE CONCILIER URGENCE HUMANITAIRE ET CONFLIT POLITIQUE. COMMENT LA FAMINE À GAZA REFLÈTE-T-ELLE UN ÉCHEC COLLECTIF INTERNATIONAL ?

Lilou THIBERT

« La famine n'est jamais une catastrophe naturelle, c'est toujours une décision politique. » – Amartya Sen. La semaine du 22 mai, la levée partielle du blocus imposé par Israël à l'enclave palestinienne de Gaza, a permis à l'aide humanitaire d'atteindre les entrepôts des Nations Unies et surtout aux agences onusiennes de constater la dégradation alarmante de l'état des enfants gazaouis.



LA FAMINE, CAUSE OU CONSÉQUENCE D'UN MANQUE DEMOCRATIQUE ? LA COMPLEXITÉ D'UNE DÉFINITION UNANIME.

D'aucun pourrait penser que le phénomène de famine se joint à la catégorie des catastrophes naturelles, mais ses origines sont plus politiques et sociales. La famine ne peut être réduite à un problème de disponibilité des vivres quand les enjeux se trouvent souvent liés à la distribution et au partage des denrées alimentaires existantes. La pénurie alimentaire semble donc être une conséquence de problèmes politiques et sociaux, et non l'inverse.

L'indien Amartya Sen a également démontré que la nature non démocratique d'un régime politique et l'existence de conflits affectent les situations de disette. Dans *Pauvreté et Famines* (1982), il explique les famines en Inde, au Bangladesh et dans des pays d'Afrique subsaharienne par de pauvres choix politiques et non par une pénurie alimentaire. Il rappelle que les démocraties ne connaissent pas de famine car ce sont les mécanismes de distribution et les « droits d'accès » à la nourriture qui donnent naissance aux inégalités. D'autre part, dans un contexte de belligérance, la famine peut être utilisée à des fins politiques ou militaires. Pour affaiblir une partie de la population, comme dans la guerre civile au Soudan du Sud, où les belligérants ont délibérément affamé certaines régions.

La famine étant une affaire politique, sa définition l'est également. Plusieurs définitions coexistent alors, utilisées par les acteurs concernés qui en font varier les indicateurs qualificatifs. Monsieur Arif Hussain, économiste en chef du Programme Alimentaire Mondial (PAM), explique qu'il y a une famine « lorsque trois conditions sont réunies dans une zone géographique spécifique, qu'il s'agisse d'une ville, d'un village, d'une cité, ou même d'un pays ».

Les trois conditions sont les suivantes :

- Au moins 20% de la population de cette zone est confrontée à des niveaux extrêmes de faim.
- 30% des enfants du même endroit sont amaigris ou trop maigres pour leur taille.
- Le taux de mortalité est deux fois plus élevé que la moyenne (dépassant deux décès pour 10 000 habitants par jour pour les adultes et quatre décès pour 10 000 habitants par jour pour les enfants).

Cette standardisation aboutit en 2004 à la Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC), un outil de classification de ces phases, fondé sur les effets, les vies et les moyens d'existence.

QU'EST-CE QUE L'IPC ?

Aujourd'hui l'IPC définit la famine comme « *une grave perturbation sociale assortie d'un manque total d'accès à l'alimentation et/ou d'autres besoins de base dans laquelle la famine généralisée, la mort et le déplacement sont incontestables* ». Elle fait notamment référence à l'absence d'intervention d'urgence de la part de la communauté internationale.

Développée pour être utilisée en Somalie par l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'initiative s'est étendue à plus de 30 pays. Ce partenariat mondial vise à améliorer l'analyse et la prise de décision en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La classification et l'approche analytique de l'IPC ont pour but de déterminer la gravité et l'ampleur des situations d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë dans un pays, conformément aux normes internationalement reconnues. Cela afin de permettre aux gouvernements, aux agences des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales, à la société civile et à d'autres acteurs concernés de travailler ensemble pour agir. En 20 ans d'application, l'IPC s'est révélé être l'une des meilleures pratiques dans le domaine de la sécurité alimentaire mondiale et un modèle de collaboration dans plus de 30 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

Les informations recueillies par l'IPC proviennent de partenaires humanitaires opérant sur le terrain. Ces informations concernent notamment la sécurité alimentaire, la nutrition, la mortalité, les moyens de subsistance des populations, l'apport calorique, les stratégies d'adaptation utilisées pour trouver de la nourriture et la mesure des bras des enfants pour surveiller la malnutrition, connue sous le nom de MUAC (circonférence du bras entre le milieu et la partie supérieure du bras). L'impossibilité d'accès des lieux de récolte d'information contraignent l'IPC à avoir recours à des enquêtes téléphoniques ou la génération d'informations par satellites.

Les indicateurs multisectoriels prenant en compte les aspects multidimensionnels de la sécurité utilisés par l'IPC sont les suivants : taux brut de mortalité, malnutrition aiguë globale, accès aux aliments et disponibilités alimentaires, diversité alimentaire, accès à l'eau, sécurité civile, stratégies d'adaptation et avoirs relatifs aux moyens d'existence.

Les experts de l'IPC analysent ces données afin de classer les populations, ou les zones géographiques, en cinq phases :

1. Sécurité alimentaire générale : stress minime ou nul.
2. Insécurité alimentaire modérée : stress lié à la recherche de nourriture.
3. Crise alimentaire aiguë : précarité des moyens d'existence.
4. Situation d'urgence humanitaire.
5. Famine ou catastrophe humanitaire.

Cette classification détermine la manière d'intervenir et les objectifs prioritaires de la réponse.

LA FAMINE EN CONFLIT : QUE DIT LE DROIT HUMANITAIRE ?

L'interdiction d'utiliser la famine comme méthode de guerre s'est fait coutume, comme le prescrit la règle 53 de l'étude sur les règles du droit international humanitaire (DIH) coutumier publiée par le CICR en 2005. Les belligérants, y compris non étatiques, qu'ils soient ou non signataires des conventions humanitaires, sont tenus de respecter cette coutume. Il est également interdit d'attaquer ou de détruire les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable ainsi que les ouvrages d'irrigation (GPI art. 54.2 et 54.4 ; GPII article 14 ; règle 54 de l'étude du CICR). Indispensables à la survie d'une population civile, ces biens entrent dans la catégorie des biens protégés en DIH. Par ailleurs, le statut de la Cour pénale internationale (CPI) établit qu'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre lors d'un conflit armé international, les privant de biens indispensables à leur survie, constitue un crime de guerre. Dans d'autres situations, cela peut constituer un crime contre l'humanité, sous la définition d'« extermination » (art. 8.2.b.xxv et 7.2.b du statut de la CPI). Ainsi, à ce jour, aucune condamnation spécifique pour famine n'a été prononcée même si les cas du Tigré et du Yémen sont à l'étude.

Aussi, dans les cas de conflits armés internationaux ou non internationaux lors desquels les civils souffrent de privations excessives à cause du manque de biens indispensables à leur survie, comme les denrées alimentaires ou le matériel médical, une obligation coutumière du DIH autorise les actions de secours humanitaire et impartiale (GPII art.18.2 ; GCIV art.17, 23 et 59 ; GPI art. 70). La règle 55 de l'étude du CICR précise ainsi que « *les parties au conflit doivent autoriser et faciliter le passage rapide et sans encombre de secours humanitaires destinés aux personnes civiles dans le besoin, de caractère impartial et fournis sans aucune distinction de caractère défavorable, sous réserve de leur droit de contrôle* ». Le FAO souligne également la nécessité de l'aide humanitaire, comme des kits vétérinaires ou des aliments pour animaux, afin de maintenir une production alimentaire minimale, car l'élevage reste souvent la dernière source accessible de lait, œufs et viande pour de nombreuses familles. Mais à Rafah, Khan Younès et dans le nord de l'enclave, de nombreux partenaires furent contraints de suspendre leurs activités par manque de fournitures, d'accès sécurisé ou d'itinéraires qui ne seraient pas « inappropriés » pour le déplacement des marchandises.

GARANTIR L'ACCES A L'AIDE ALIMENTAIRE FACE A LA COMPLEXITE DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN ET AU BLOCUS DE GAZA ? L'INACTION INTERNATIONALE MALGRÉ LES ALERTES DE L'IPC.

Pour garantir aux victimes un accès durable à l'aide alimentaire, il convient d'analyser les causes profondes de la famine, qui dans le cas du conflit israélo-palestinien sont d'une extrême complexité. Les actions de secours et la solidarité internationale ne peuvent donc se satisfaire d'une simple approche quantitative de l'aide. En guerre contre le groupe terroriste du Hamas depuis le 7 octobre 2023, Israël bloqua entre le 2 mars 2025 et début mai toute marchandise, commerciale ou humanitaire à destination de la bande palestinienne. La famine restant une méthode de guerre autorisée contre les combattants, le gouvernement israélien affirma que le Hamas saisissait les livraisons destinées à ses combattants. Le mouvement de la résistance islamique nia cette accusation. Dans ce contexte critique, plus de 80% du territoire se trouve désormais en zone militarisée ou fait l'objet d'ordres d'évacuation et près d'un tiers de la population fut déplacée le mois dernier selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).



« Des familles à Gaza ont faim alors que la nourriture attend à la frontière », souligna la directrice PAM, Cindy McCain, pour qui « la communauté internationale doit agir urgemment pour permettre à l'aide de revenir à Gaza. Si nous attendons qu'une famine soit confirmée, il sera trop tard pour beaucoup de personnes ». Certains considèrent que la bande gazaouite est soumise à un blocus. Selon la Convention de La Haye de 1907 sur les lois et coutumes de la guerre, un blocus ne doit pas priver les civils de moyens de subsistance essentiels et l'aide humanitaire doit pouvoir transiter.

D'autres qualifient la situation de siège. Et si tel est le cas, des dispositions juridiques spéciales aux lieux assiégés devraient s'appliquer tout de même. Les parties au conflit doivent notamment autoriser « le libre passage de tout envoi de vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes enceintes ou en couches » (GCIV art. 23). Les enfants de moins de cinq ans seraient pourtant 3 000 début mai à présenter des signes de malnutrition aiguë, contre un peu plus de 2 600 au mois de février, selon OCHA. Pour sa part, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévient qu'ils sont 71 000 à être menacés de souffrir de la malnutrition aiguë dans les 11 prochains mois si aucune aide massive n'était distribuée.

C'est à la fin de l'année 2023 que le comité d'examen de la famine de l'IPC publiait son premier rapport sur Gaza. Le gouvernement israélien affirmait pourtant qu'il n'y avait pas de crise humanitaire sur le territoire. Mais les facteurs d'insécurité alimentaire persistants, l'initiative a été contrainte de produire un deuxième rapport en mars 2024. Celui-ci annonçait que 2,2 millions de Palestiniens se trouvaient dans la phase trois de l'IPC, soit « la proportion la plus élevée de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë que l'initiative IPC ait jamais classée pour une zone ou un pays donné », a déclaré le groupe. En réaction, le FAO appela à la « restauration immédiate de l'accès humanitaire et à la levée des blocus » « face au risque imminent de famine, à l'effondrement quasi total de l'agriculture et à la possible apparition d'épidémies meurtrières ».

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SAURA-T-ELLE SAUVER GAZA DE LA FAMINE ?

Les précieuses classifications de l'IPC permettent aux agences humanitaires de planifier l'aide aux populations à partir de la phase trois. Très attendu, l'assouplissement récent du blocus israélien permit le 22 mai, à près de 200 camions transportant une aide vitale d'entrer dans la bande de Gaza par le point de passage de Kerem Shalom, au sud d'Israël. Un porte-parole de l'ONU affirme qu'environ 90 d'entre eux ont pu atteindre les entrepôts de l'ONU. Le Croissant-Rouge affirme cependant que ces livraisons ne sont pas arrivées.

Arif Husain déclarait que « Vous pouvez clairement voir que, d'une certaine manière, la famine est l'aveu d'un échec collectif ». Et ce, même si l'indignation mondiale ne cesse de croître, parallèlement aux critiques sans précédent des alliés occidentaux d'Israël, comme le Royaume-Uni, le Canada et la France. L'impossibilité de la communauté internationale à prendre des mesures concrètes demeure. Ce sont alors les civils gazaouis qui paient le prix d'une bureaucratie internationale à l'arrêt. Husain ajoute alors que « Nous devrions agir bien avant la famine ». Mais comment résoudre le conflit israélo-palestinien dans l'urgence d'une famine lorsqu'il est le plus vieux conflit que les Nations Unies eurent à traiter ?

SOURCES ARTICLES

[AFRIQUE] LE RWANDA, FER DE LANCE AFRICAIN DANS LA COURSE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Gros Sarah, « Comment l'Afrique conçoit son propre modèle d'IA », *Challenges*, 26 Avril 2025 : https://www.challenges.fr/monde/comment-lafrique-concoit-son-propre-modele-dia_603203

« IA - Le Rwanda s'associe aux Émirats Arabes Unis et à la Malaisie pour booster son écosystème technologique », *APRNEWS*, 8 Mai 2025 : <https://apr-news.fr/aprnews-ia-le-rwanda-sassocie-aux-emirats-arabes-unis-et-a-la-malaisie-pour-booster-son-ecosysteme-technologique/>

Latour Vivien, « Les gouvernements africains doivent investir massivement dans l'IA » , *Le Point*, 13 Avril 2025 : https://www.lepoint.fr/afrique/les-gouvernements-africains-doivent-investir-massivement-dans-l-ia-13-04-2025-2587246_3826.php

Latour Vivien, « Sommet de l'IA au Rwanda : l'Afrique ne veut pas louper le train technologique », *La Croix International*, 7 Avril 2025 : <https://international.la-croix.com/fr/monde/sommet-de-lia-au-rwanda-lafrique-ne-veut-pas-louper-le-train-technologique>

N. Laurent, « L'Afrique se dote d'un nouveau conseil africain et d'un fond africain pour l'IA », *Classe Export*, 18 Avril 2025 : <https://classe-export.com/index.php/pays/afrique/92284-lafrique-se-dote-dun-conseil-africain-sur-lintelligence-artificielle-et-dun-fonds-africain-pour-lia/>

[AFRIQUE] SOMALIE : ENTRE FAMINE, CONFLITS ET ESPOIRS CONTRARIÉS

« Haïti, Iran ou Somalie: Donald Trump interdit aux ressortissants de 12 pays l'entrée aux États-Unis.» *La1ère, France Télévisions*, 1 juin 2025, <https://la1ere.franceinfo.fr/guadeloupe/haiti-iran-ou-somalie-donald-trump-interdit-aux-ressortissants-de-12-pays-l-entree-aux-etats-unis-1592895.html>.

« Somalie : la famine pourrait tuer un demi-million d'enfants, alerte l'ONG Care.» *La Croix*, 12 mai 2025, <https://www.la-croix.com/international/somalie-la-famine-pourrait-tuer-un-demi-million-d-enfants-alerte-long-care-20250512>.

Sanhes, Margot. « Famine en Somalie : près de 500 000 enfants en danger de mort imminente.» *Libération*, 19 mai 2025, https://www.liberation.fr/international/afrique/famine-en-somalie-pres-de-500-000-enfants-en-danger-de-mort-imminente-20250519_CHF565TQNBDO3N2I3GENCG2CLA/.

« Somalie : deux attaques du groupe Al-Shebab en 48h à Mogadiscio.» *RFI Afrique*, 20 mai 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250520-somalie-deux-attaques-du-groupe-al-sebab-en-48h-%C3%A0-mogadiscio>.

« Climat, aide humanitaire, conflit : la situation devient intenable en Somalie.» *Courrier international*, 2025, https://www.courrierinternational.com/article/afrique-climat-aide-humanitaire-conflit-la-situation-devient-intenable-en-somalie_230840.

« Au Somaliland, le 'travel ban' américain visant la Somalie suscite l'espoir. » *RFI Afrique*, 6 juin 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250606-au-somaliland-le-travel-ban-am%C3%A9ricain-visant-la-somalie-suscite-l-espoir>.

[AMÉRIQUE DU NORD] « GOLDEN DOME FOR AMERICA » : VERS UNE ACCÉLÉRATION DE L'ARSENALISATION ET DE LA MILITARISATION DE L'ESPACE ?

Boot, Max. « Opinion | Trump Should Build Millions of Cheap Drones, Not Golden Dome ». The Washington Post, 27 mai 2025, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2025/05/27/trump-golden-dome-cheap-drones/>.

Defranoux, Laurence. « Armement : le «Dôme d'or» de Donald Trump, une course folle à la militarisation de l'espace ». Libération, 21 mai 2025. https://www.liberation.fr/international/amerique/armement-le-dome-dor-de-donald-trump-une-course-folle-a-la-militarisation-de-lespace-20250521_FYTEHMU6BRA6FJ2PHID2CVJTME/.

« «Dôme d'or» américain : Qu'est-ce que le système de défense antimissile de Trump ? » BBC News Afrique, 25 mai 2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c9wg1dn0xgwo>.

Dôme d'or : le projet de bouclier antimissile de Donald Trump « porte atteinte à la stabilité mondiale », selon la Chine. Le Monde. 21 mai 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/21/projet-de-bouclier-antimissile-baptise-dome-d-or-de-donald-trump-porte-atteinte-a-la-stabilite-mondiale-selon-la-chine_6607430_3211.html.

George W. Bush jette les bases du bouclier antimissile. Le Monde. 2 mai 2001, https://www.lemonde.fr/archives/article/2001/05/02/george-w-bush-jette-les-bases-du-bouclier-antimissile_177879_1819218.html.

« La course aux armements et la "guerre des Étoiles" - La guerre froide (1945-1989) ». CVCE.EU by UNILU, <https://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/55c09dcc-a9f2-45e9-b240-eaef64452cae/aeef1b65-8332-4c9c-9819-1d21617d8a8d>.

La nouvelle stratégie de " guerre des étoiles " présentée par M. Reagan divise les Américains. Le Monde. 29 mars 1983, https://www.lemonde.fr/archives/article/1983/03/29/la-nouvelle-strategie-de-guerre-des-etoiles-presentee-par-m-reagan-divise-les-americains_2842676_1819218.html.

Le Dôme d'or antimissile annoncé par Donald Trump suscite inquiétudes et circonspections. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/22/le-dome-d-or-voulu-par-donald-trump-suscite-inquietudes-et-circonspections_6607711_3210.html.

« Le "Dôme d'or" voulu par Donald Trump risque de déclencher une "guerre nucléaire" dans l'espace, selon la Corée du Nord ». Franceinfo, 27 mai 2025, https://www.franceinfo.fr/monde/usa/le-dome-d-or-voulu-par-donald-trump-risque-de-declencher-une-guerre-nucleaire-dans-l-espace-selon-la-coree-du-nord_7275207.html.

NATO. « L'OTAN et le traité FNI ». NATO, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_166100.htm.

U.S. Department of Defense. 2022 Missile Defense Review. 2022.

[AMÉRIQUE DU NORD] ELECTION DU PAPE LÉON XIV : UNE RÉPONSE À L'ADMINISTRATION TRUMP ?

Ghazal Golshiti, « Ouverture diplomatique sur le nucléaire iranien », Le Monde, 14 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/ouverture-diplomatique-sur-le-nucleaire-iranien_6595835_3210.html

Julian E. Barnes, Eric Schmitt, Maggie Haberman, Ronen Bergman, « Trump Waved Off Israeli Strike After Divisions Emerged in His Administration », The New York Times, 16 avril 2025, <https://www.nytimes.com/2025/04/16/us/politics/trump-israel-iran-nuclear.html>

Laurence Nardon, interviewée par Romain Dessal, « Nucléaire iranien : Donald Trump peut-il négocier un nouvel accord ? », New Deal (Slate Podcast et Institut français des relations internationales), 16/04/2025, <https://www.ifri.org/fr/audio/nucleaire-iranien-donald-trump-peut-il-negocier-un-nouvel-accord>

« Nucléaire iranien : de nouveaux pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran prévus à Rome le 19 avril », *Le Monde*, AFP, 14 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/nucleaire-iranien-de-nouveaux-pourparlers-entre-teheran-et-washington-prevus-a-rome-le-19-avril_6595865_3210.html

« Nucléaire iranien : fin du deuxième cycle de discussions entre l'Iran et les Etats-Unis, qui s'est tenu à Rome », *Le Monde*, AFP, 19 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/19/nucleaire-iranien-fin-du-deuxieme-cycle-de-discussions-entre-l-iran-et-les-etats-unis-qui-s-est-tenu-a-rome_6597733_3211.html?staled=1

« Nucléaire : troisième cycle de négociations entre l'Iran et les Etats-Unis à Oman, sous la médiation du sultanat », *Le Monde*, AFP, 26 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/26/nucleaire-troisieme-cycle-de-negociations-entre-l-iran-et-les-etats-unis-a-oman-sous-la-mediation-du-sultanat_6600256_3210.html

[AMERIQUE LATINE] ELECTIONS LÉGISLATIVES AU VENEZUELA : LE POUVOIR DE MADURO RENFORCÉ

AFP. « Elections au Venezuela: écrasante victoire de Maduro, en l'absence de l'opposition ». *Courrier international*, 26 mai 2025, <https://www.courrierinternational.com/depeche/elections-au-venezuela-ecrasante-victoire-de-maduro-en-l-absence-de-l-opposition.afp.com.20250525.doc.47zw963.xml>.

AFP. « Le Venezuela fait élire des représentants pour l'Essequibo, zone disputée avec le Guyana ». *Courrier international*, 26 mai 2025, <https://www.courrierinternational.com/depeche/le-venezuela-fait-elire-des-representants-pour-l-essequibo-zone-disputee-avec-le-guyana.afp.com.20250526.doc.484a7p3.xml>.

AFP. « Elections au Venezuela : le parti du président Maduro remporte une écrasante victoire, l'opposition se félicite d'une faible participation. » *Le Monde*, 26 mai 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html.

AFP. « Venezuela: Maduro profite du boycott de l'opposition pour s'offrir une majorité écrasante au Parlement et dans les régions ». *Courrier international*, 27 mai 2025, <https://www.courrierinternational.com/depeche/venezuela-maduro-profite-du-boycott-de-l-opposition-pour-s-offrir-une-majorite-ecrasante-au-parlement-et-dans-les-regions.afp.com.20250526.doc.48863ke.xml>.

AFP. « Venezuela : Nicolas Maduro investi pour un troisième mandat comme président, une élection dénoncée par l'opposition, les Etats-Unis et l'UE. » *Le Monde*, 10 janvier 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/10/au-venezuela-le-president-maduro-est-investi-pour-un-troisieme-mandat-l-opposition-denonce-un-coup-d-etat_6491536_3211.html.

Balu, Nicolas. « Nicolás Maduro, le président contesté du Venezuela, investi pour un troisième mandat ». *France Culture*, 10 janvier 2025, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/culture-de-l-info/nicolas-maduro-le-president-conteste-du-venezuela-investi-pour-un-troisieme-mandat-7947829>

Lebrun, Évelyne. « Élection vénézuélienne: un vainqueur contesté ». *Perspective Monde*, 20:05:24Z, <https://perspective.usherbrooke.ca//bilan/servlet/BMAnalyse/3636>.

Perez, Emilien. « L'énigmatique "sauvetage" des opposants vénézuéliens réfugiés dans l'ambassade d'Argentine ». *Courrier international*, 9 mai 2025, https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-l-enigmatique-sauvetage-des-opposants-venezueliens-refugies-dans-l-ambassade-d-argentine_230703.

Torquebiau, Marion. « Venezuela : réinvestiture contestée de Nicolas Maduro, accusé de fraude électorale ». *Les Echos*, 10 janvier 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/venezuela-reinvestiture-contestee-de-nicolas-maduro-accuse-de-fraude-electorale-2141705>.

[AMERIQUE LATINE] CLAUDIA SHEINBAUM TIENT TÊTE À DONALD TRUMP CONCERNANT UNE INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICAINE AU MEXIQUE

AFP, « Sheinbaum a rejeté l'offre de Trump d'envoyer l'armée américaine au Mexique », 3 mai 2025 <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/875404/sheinbaum-rejete-offre-trump-envoyer-armee-americaine-mexique?>

Courrier International, « "Non, monsieur le président" : comment Sheinbaum a rejeté l'aide militaire proposée par Trump », 5 mai 2025 https://www.courrierinternational.com/article/non-monsieur-le-president-comment-sheinbaum-a-rejete-l-aide-militaire-proposee-par-trump_230578

De Cordoba José et Pérez Santiago, « Trump, Mexico's Sheinbaum Spar Over Drug Cartels », 2 mai 2025 <https://www.wsj.com/world/americas/trump-mexicos-sheinbaum-spar-over-drug-cartels-f3aae16c>

Le Figaro et AFP, « La présidente mexicaine a rejeté l'offre de Trump d'envoyer l'armée américaine dans son pays pour lutter contre les cartels de la drogue », 4 mai 2025 <https://www.lefigaro.fr/international/mexique-la-presidente-a-rejete-l-offre-de-trump-d-envoyer-l-armee-americaine-dans-son-pays-20250503>

Le Telegramme et AFP, « Envoyer l'armée américaine au Mexique ? La présidente mexicaine a rejeté l'offre de Trump », 3 mai 2025 <https://www.letelegramme.fr/monde/envoyer-larmee-americaine-au-mexique-la-presidente-mexicaine-a-rejete-loffre-de-trump-6810572.php>

Lebègue Marine, « Mexique: Claudia Sheinbaum ou l'art de maîtriser la tornade Trump », 29 avr. 2025 <https://www.la-croix.com/international/mexique-claudia-sheinbaum-ou-l-art-de-maitriser-la-tornade-trump-20250429>

Madhani Aamer, « Donald Trump critique la présidente mexicaine d'avoir rejeté son offre », 4 mai 2025 <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/2025-05-04/donald-trump-critique-la-presidente-mexicaine-d-avoir-rejete-son-offre.php>

M.-L;W et AFP, « « Non, président Trump, notre territoire est inviolable » : la cheffe d'État mexicaine rejette l'offre de son homologue », 3 mai 2025 <https://www.leparisien.fr/international/etats-unis/non-president-trump-notre-territoire-est-inviolable-la-cheffe-detat-mexicaine-rejette-loffre-de-son-homologue-03-05-2025-7D4WYZ5OL5FPLFJQU22VBNKMMM.php>

Nouvel Obs et AFP, « Envoyer l'armée américaine au Mexique contre les cartels de drogue ? La présidente Sheinbaum dit avoir rejeté une offre de Trump », 4 mai 2025 <https://www.nouvelobs.com/monde/20250504.OBS103524/envoyer-l-armee-americaine-au-mexique-contre-les-cartels-de-droque-la-presidente-sheinbaum-dit-avoir-rejete-une-offre-de-trump.html>

Ouest-France, « La présidente mexicaine dit avoir rejeté l'offre de Trump d'envoyer l'armée américaine dans son pays », 3 mai 2025 <https://www.ouest-france.fr/monde/mexique/la-presidente-mexicaine-dit-avoir-rejete-loffre-de-trump-d-envoyer-l-armee-americaine-dans-son-pays-2e2877ac-285c-11f0-b7b8-37276f4d776e>

The Associated Press, « La présidente du Mexique rejette le projet de Trump d'envoyer son armée », 3 mai 2025 <https://lactualite.com/actualites/la-presidente-du-mexique-rejette-le-projet-de-trump-d-envoyer-son-armee/>

[AMERIQUE LATINE] UN NOUVEL ÉLAN POUR LA COOPÉRATION ENTRE L'AMÉRIQUE LATINE, LES CARAÏBES ET L'OCDE

Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

Empresa Exterior. « *La OCDE fortalece su alianza estratégica con América Latina y el Caribe* ». Empresa Exterior, 4 juin 2025, <https://fr.empresaexterior.com/art/97732/la-ocde-fortalece-su-alianza-estrategica-con-america-latina-y-el-caribe>.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « *OECD Adopts Strategic Framework to Deepen Co-Operation with Latin America and the Caribbean* ». OCDE, 4 juin 2025, <https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2025/06/oecd-adopts-strategic-framework-to-deepen-co-operation-with-latin-america-and-the-caribbean.html>.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « *OECD Revitalises and Strengthens Its Longstanding Partnership with Latin America and the Caribbean* ». OCDE, 4 juin 2025, <https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2025/06/oecd-revitalises-and-strengthens-its-longstanding-partnership-with-latin-america-and-the-caribbean.html>.

[AMERIQUE LATINE] LA DISPARITION SILENCIEUSE DES AYOREO TOTOBIEGOSODE

« Paraguay/Bolivie: Le peuple Ayoreo ». Peuples autochtones d'Abya Yala, 24 juin 2021, <https://peuplesautochtones.wordpress.com/2021/06/24/paraguay-le-peuple-ayoreo/>.

Enero, Laurence Blair dans la Communauté Dos de, et Paraguay Photographie et vidéo de María Magdalena Arréllaga. « *The End of the Ayoreo? The Race to Find Proof of Paraguay's Uncontacted People* ». The Guardian, 13 mars 2025, <https://www.theguardian.com/global-development/2025/mar/13/the-end-of-the-ayoreo-the-race-to-find-proof-that-paraguays-uncontacted-people-exist>.

Henry, Laurie. « *Peut-on disparaître sans laisser de traces? Le peuple Ayoreo reste introuvable - Science et vie* ». Science et Vie, 26 mars 2025, <https://www.science-et-vie.com/nature-et-environnement/peut-on-disparaitre-sans-laisser-de-traces-le-peuple-ayoreo-reste-introuvable-194313.html>.

Huanca. « *Au Paraguay, prouver l'existence du peuple ayoreo pour lui permettre de survivre* ». Courrier international, 25 mai 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/reportage-au-paraguay-prouver-l-existence-du-peuple-ayoreo-pour-lui-permettre-de-survivre-229828>.

Huanca, Jorge. *Pueblo ayoreo declara cuarto intermedio en bloqueos hasta el lunes | El Deber*. 1 mai 2025, <https://eldeber.com.bo/santa-cruz/pueblo-ayoreo-declara-cuarto-intermedio-en-bloqueos-hasta-el-lunes-512724>.

[AMERIQUE LATINE] FORUM CHINE-CELAC : ILLUSTRATION D'UN JEU D'INFLUENCE CHINOISE ET ÉTATS-UNIENNE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Allocution de M. Wang Yi lors de la IV^e réunion ministérielle Chine-CELAC. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 13 mai 2025, https://www.mfa.gov.cn/fra/wjdt/zyjh/202505/t20250513_11622042.html

Amérique latine, les nouvelles routes du business. Cultures Monde, épisode 4/4, France Culture, 29 mai 2025, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/amerique-latine-les-nouvelles-routes-du-business-5939171>

Baptista, Eduardo. Cash, Joe. Lee, Liz. *China commits \$10 billion in fresh credit to Latin America*. Reuters, 13 mai 2025, <https://www.reuters.com/world/china-latin-america-trade-exceeded-500-billion-2024-2025-05-13/>

Benavides, Sofia. Padinger German. *China y América Latina: el vacío dejado por Washington*. CNN en Español, 28 mai 2025, <https://cnnespanol.cnn.com/2025/05/28/latinoamerica/china-america-latina-vacio-dejado-washington-orix>

China destina 10,000 millones de dólares a nuevos créditos a América Latina. France 24, 13 mai 2025, <https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20250513-china-destina-10-000-millones-de-d%C3%B3lares-a-nuevos-cr%C3%A9ditos-a-am%C3%A9rica-latina>

China y América Latina: ¿por qué crecen los lazos económicos? BBC News Mundo, 13 mai 2025, <https://www.bbc.com/mundo/articles/cvg7ne418n0o>.

Conférence de presse régulière du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 16 mai 2025, https://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/lxjzdh/202505/t20250516_11624128.html

Correa, Anne-Dominique; Leplâtre, Simon. Au Pérou, Xi Jinping inaugure un port chinois, étape des routes de la soie dans la région. Le Monde, 14 nov. 2024, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/14/au-perou-xi-jinping-inaugure-un-port-chinois-etape-des-routes-de-la-soie-dans-la-region_6393671_3210.html

Escande, Philippe. La Chine accroît sa présence en Amérique latine et éjecte progressivement de son traditionnel jardin l'ancien roi des Amériques, les États-Unis. Le Monde, 15 nov. 2024, https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/11/15/la-chine-accroit-sa-presence-en-amerique-latine-et-ejecte-progressivement-de-son-traditionnel-jardin-l-ancien-roi-des-ameriques-les-etats-unis_6394980_3234.html

Espinosa, Januario. L'Amérique latine au fil de l'actualité du 15 au 28 mai. Nouveaux Espaces Latins, 15 mai 2025, <https://www.espaces-latinos.org/latinos-15-mai-2025>

Ferlyn Alparète, Lenz Beth. La Chine renforce sa présence en Amérique latine avec une ligne de crédit de 9 milliards de dollars. Juno7, 13 mai 2025, <https://www.juno7.ht/la-chine-renforce-sa-presence-en-amerique-latine-avec/>

Jourdan, Adam. Paraguassu, Lisandra. Baptista, Eduardo. Martina, Michael. China trade surge poses challenge for Trump's South America influence. Reuters, 3 mars 2025, <https://www.reuters.com/world/chinas-trade-dominance-south-america-tempers-trumps-influence-2025-03-03/>

Kaufer, Tobias. Samuel, Ramona. ¿Por qué China se posiciona en América Latina en medio del caos arancelario de Trump? DW, 13 mai 2025, <https://www.dw.com/es/china-se-posiciona-en-am%C3%A9rica-latina-en-medio-del-caos-arancelario-de-trump/a-72529422>

La Chine reçoit l'Amérique latine pour renforcer les liens face à Trump. France 24, 12 mai 2025, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250512-la-chine-re%C3%A7oit-l-am%C3%A9rique-latine-pour-renforcer-les-liens-face-%C3%A0-trump>

Lee, Liz. Chen, Laurie. China hosts Latin American, Caribbean nations amid US trade war talks. Reuters, 12 mai 2025, <https://www.reuters.com/world/china-hosts-latin-american-caribbean-nations-amid-us-trade-war-talks-2025-05-12/>

Meriguet, Pablo. China deepens Latin America ties with CELAC meeting in Beijing. Peoples Dispatch, 14 mai 2025, <https://peoplesdispatch.org/2025/05/14/china-deepens-latin-america-ties-with-celac-meeting-in-beijing/>

Rencontre entre Xi Jinping et les dirigeants de la CELAC. Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 13 mai 2025, https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjb/wjbz/zyhd/202505/t20250516_11623990.html

Rosati, Andrew. Esto no le gusta a Trump: América Latina se alinea con China en medio de la guerra comercial. El Financiero, 31 mai 2025, <https://www.elfinanciero.com.mx/economia/2025/05/31/esto-no-le-gusta-a-trump-america-latina-se-alinea-con-china-en-medio-de-la-guerra-comercial/>

Ruiz Caro, Ariela. América Latina y el Caribe le dijo basta a Estados Unidos. Otra Mirada, 29 mai 2025, <https://otramirada.pe/am%C3%A9rica-latina-y-el-caribe-le-dijo-basta-estados-unidos>

[EURASIE] ENTRE RÉGULATION ET INFLUENCE : LES CRYPTO-MONNAIES DANS LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE KAZAKHE

Bhavsar, Jalpa. "Kazakhstan Brings Bitcoin, Crypto Cards for Everyday Payments." *The Crypto Times*, 3 June 2025, <https://www.cryptotimes.io/2025/06/03/kazakhstan-brings-bitcoin-crypto-cards-for-everyday-payments/>.

Hall, Ian. "Kazakhstan Unveils 'Crypto Card' Payments Initiative." *Global Government Fintech*, 3 June 2025, <https://www.globalgovernmentfintech.com/kazakhstan-crypto-card-payments/>.

Omirgazy, Dana. "Kazakhstan to Tighten Cryptocurrency Regulation Following \$15 Billion Capital Outflow." *The Astana Times*, 23 May 2025, <https://astanatimes.com/2025/05/kazakhstan-to-tighten-cryptocurrency-regulation-following-15-billion-capital-outflow/>.

Rousseau, Frederic. "Kazakhstan Met en Place une Zone Expérimentale pour les Paiements en Cryptomonnaie." *Les News*, 30 May 2025, <https://lesnews.ca/digital/meta/cryptos/kazakhstan-met-en-place-une-zone-experimentale-pour-les-paiements-en-cryptomonnaie/>.

Roy, Rony. "Le Kazakhstan Dévoile CryptoCity pour Promouvoir l'Utilisation des Cryptomonnaies." *Invezz*, 29 May 2025, <https://invezz.com/fr/actualites/2025/05/29/le-kazakhstan-lance-cryptocity-pour-promouvoir-lutilisation-quotidienne-des-cryptomonnaies/>.

Styczynski, Daniel. "Le Kazakhstan Régule les Cryptomonnaies." *Novastan*, 17 Apr. 2024, <https://novastan.org/fr/kazakhstan/le-kazakhstan-cherche-a-reguler-le-secteur-de-la-cryptomonnaie/>.

Touzani, Samir, and Hugo Estecahandy. "Comment le Minage de Bitcoin a Miné le Kazakhstan." *France Culture*, 22 Jan. 2023, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/superfail/comment-le-minage-de-bitcoin-a-mine-le-kazakhstan-3745219>.

Zajmi, Xhoi. "Le Kazakhstan Mise sur le Contrôle Règlementaire pour Construire un Marché Crédible des Crypto-Monnaies." *Euractiv*, 27 May 2025, <https://www.euractiv.fr/section/politics/news/le-kazakhstan-mise-sur-le-controle-reglementaire-pour-construire-un-marche-credibile-des-crypto-monnaies/>.

[EUROPE] EUROVISION 2025 : LA PARTICIPATION D'ISRAËL CONTESTÉE

Euronews. « Le gagnant autrichien de l'Eurovision demande qu'Israël soit exclu du concours en 2026 ». *Euronews*, 22 mai 2025, fr.euronews.com/culture/2025/05/22/le-gagnant-autrichien-de-leurovision-jj-demande-quisrael-soit-exclu-du-concours.

Lescuyer, Thibaut. « Eurovision. Débat sur les votes, participation d'Israël... Plusieurs pays appellent à des discussions ». *Ouest-France.fr*, 20 mai 2025, www.ouest-france.fr/medias/television/eurovision/eurovision-debat-sur-les-votes-participation-disrael-plusieurs-pays-appellent-a-des-discussions-13299abc-3554-11f0-bf6c-240af7605eff.

Neirinck-Fauvelle, Valentine. « Eurovision 2024 ; : 26 pays européens s'affrontent en musique ». *Touteleurope.eu*, 22 octobre 2024, www.touteleurope.eu/societe/eurovision-2023-26-pays-europeens-s-affrontent-en-musique/#:~:text=Histoire%20du%20concours,le%20Luxembourg%20et%20l'Italie.

Scholz, Valentin. « Après l'Eurovision, la controverse autour de la participation d'Israël reste vive ». *Courrier International*, 18 mai 2025, www.courrierinternational.com/article/tensions-apres-l-eurovision-la-controverse-autour-de-la-participation-d-israel-reste-vive 231005.

[EUROPE] CONSÉQUENCE DE LA CRISE HUMANITAIRE À GAZA : UNE EUROPE UNIE QUI S'ÉLOIGNE D'ISRAËL ?

Access2Markets. « Accord d'association UE-Israël », Access2Markets. https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/fr/content/accord-dassociation-ue-israel?utm_source=chatgpt.com, consulté le 3 juin 2025.

Berlusconi, Silvio. « Berlusconi says Israel should be an EU member », The Telegraph. 2 février 2010. <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/israel/7133042/Berlusconi-says-Israel-should-be-an-EU-member.html>, consulté le 3 juin 2025.

Cafiero, Giorgio. « Spain leads European push to recognise Palestine, risking Israel's wrath », Al Jazeera. 17 avril 2024. <https://www.aljazeera.com/news/2024/4/17/spain-leads-european-push-to-recognise-palestine-risking-israels-wrath>, consulté le 3 juin 2025.

Chaaban, Florian. « Qu'est-ce que l'accord d'association entre l'UE et Israël ? », Toute l'Europe. 22 mai 2025. <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/qu-est-ce-que-l-accord-d-association-entre-l-ue-et-israel/>, consulté le 3 juin 2025.

Cohen, Roger. « Macron Says Israel Can't Have 'Free Pass' in Gaza », The New York Times. 30 mai 2025.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. « Israël rejoint le programme de recherche et d'innovation Horizon Europe », diplomatie.gouv.fr. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique-et-universitaire/veille-scientifique-et-technologique/israel/article/israel-rejoint-le-programme-de-recherche-et-d-innovation-horizon-europe>, consulté le 3 juin 2025.

« Guerre à Gaza : l'UE va réexaminer son accord d'association avec Israël », vie-publique.fr. 28 mai 2025. <https://www.vie-publique.fr/en-bref/298745-guerre-gaza-lue-va-reexaminer-son-accord-dassociation-avec-israel>, consulté le 3 juin 2025.

Irish, John. « Macron navigates rocky path to recognising Palestinian state », Reuters. 28 mai 2025.

Kammerer, Estelle. « Fin de la trêve à Gaza, Israël rouvre "les portes de l'Enfer" », France Culture. 18 mars 2025. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/culture-de-l-info/fin-de-la-treuve-a-gaza-israel-rouvre-les-portes-de-l-enfer-2414082>, consulté le 3 juin 2025.

Konečný, Martin. « The EU faces a moment of truth. Will it follow through on trade sanctions on Israel - or slide into irrelevance? », The Guardian. 2 juin 2025.

« La reconnaissance d'un Etat palestinien n'est "pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique", déclare Emmanuel Macron », 30 mai 2025.

« L'Europe va importer du gaz israélien via l'Égypte », Courrier international. 16 juin 2022. <https://www.courrierinternational.com/article/cooperation-l-europe-va-importer-du-gaz-israelien-via-l-egypte>, consulté le 3 juin 2025.

« L'UE signe un accord avec Israël et l'Égypte pour s'approvisionner en gaz israélien », France 24. 16 juin 2022. <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220616-l-ue-signe-un-accord-avec-israel-et-l-egypte-pour-s-approvisionner-en-gaz-israelien>, consulté le 3 juin 2025.

« La France est déterminée à faire avancer la mise en œuvre de la solution à deux États », Délégation permanente de la France auprès de l'ONU. <https://onu.delegfrance.org/la-france-est-determinee-a-faire-avancer-la-mise-en-oeuvre-de-la-solution-a>, consulté le 3 juin 2025.

Landler, Mark. « U.K. Weighs Sanctions on 2 Israeli Cabinet Ministers as Gaza Crisis Worsens », The New York Times. 29 mai 2025.

« Nous répondrons en annexant les colonies de Cisjordanie » : la menace voilée d'Israël à la France si elle reconnaît la Palestine, *Le Figaro*. 9 mai 2025. <https://www.lefigaro.fr/international/nous-repondrons-en-annexant-les-colonies-de-cisjordanie-la-menace-voilee-d-israel-a-la-france-si-elle-reconnait-la-palestine-20250509>, consulté le 3 juin 2025.

« Qu'est-ce que l'accord d'association entre l'UE et Israël ? », *TV5MONDE*. 21 mai 2025. <https://information.tv5monde.com/international/quest-ce-que-laccord-dassociation-entre-lue-et-israel-2774241>, consulté le 3 juin 2025.

« Relancer la solution à deux États face à l'enlisement du conflit israélo-palestinien », *ONU Info*. 28 mai 2025. <https://news.un.org/fr/story/2025/05/1155941>, consulté le 3 juin 2025.

Solomon, Erika. « A Loyal Israel Ally, Germany Shifts Tone as the Toll in Gaza Mounts », *The New York Times*. 29 mars 2024.

« Spain cancels contract for anti-tank missiles built by Israeli subsidiary », *Associated Press (AP)*. 3 juin 2025. <https://apnews.com/article/spain-israel-missile-contract-cancellation-441fb6373134b4c28e068e05c59ee537>, consulté le 3 juin 2025.

Stavis-Gridneff, Matina, Pronczuk, Monika et Rasgon, Adam. « Widening Mideast Crisis: E.U. Meeting Highlights Disconnect With Israel Over War Plans », *The New York Times*. 22 janvier 2024.

Tobelem, Boran. « Quelles relations l'Union européenne entretient-elle avec Israël et la Palestine ? », *Toute l'Europe*. 27 mai 2025. <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/quelles-relations-l-union-europeenne-entretient-elle-avec-israel-et-la-palestine/>, consulté le 3 juin 2025.

Wintour, Patrick. « Netherlands urges review of EU-Israel trade deal over 'catastrophic' Gaza aid block », *The Guardian*. 7 mai 2025.

[INDOPACIFIQUE] LE VIETNAM TOURNE LA PAGE DE LA POLITIQUE DES DEUX ENFANTS

« Le Vietnam met fin à la limite de deux enfants par famille, en vigueur depuis 1988 », *Liberation*, 4 juin 2025. https://www.liberation.fr/international/asia-pacifique/le-vietnam-met-fin-a-la-limite-de-deux-enfants-par-famille-en-vigueur-depuis-198820250604_AQAJ7IYWD5FBXPE45K5LZRHYUU/#:~:text=Les%20parents%20vietnamiens%20peuvent%20d%C3%A9sormais,d'information%20du%20pays%20communiste.

« Le Vietnam met fin à la limite de deux enfants par famille, après près de quarante ans », *Le Monde*, 4 juin 2025. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/04/le-vietnam-met-fin-a-la-limite-de-deux-enfants-par-famille-apres-pres-de-quarante-ans_6610448_3210.html

« Vietnam, Hanoï supprime la limite de deux enfants par famille », *FSSPX actualités*, 7 juin 2025. <https://fsspnews.fr/news/vietnam-hanoi-supprime-la-limite-deux-enfants-par-famille-52836>

« Vietnam: Le pays met fin à sa limite de deux enfants par famille, après plus de 40 ans », *Le Dauphiné Libéré*, 4 juin 2025. <https://www.ledauphine.com/societe/2025/06/04/le-vietnam-met-fin-a-sa-limite-de-deux-enfants-par-famille>

« Le gouvernement vietnamien, confronté à une baisse continue du taux de fécondité, a abandonné la limite de deux enfants par famille », *CNews.fr*, 4 juin 2025. <https://www.cnews.fr/monde/2025-06-04/le-vietnam-met-fin-la-limite-de-deux-enfants-par-famille-1691146?amp>

« Des vietnamiennes circonspectes après la levée de la limite de deux enfants par famille », *actu.orange*, 5 juin 2025. <https://actu.orange.fr/monde/des-vietnamiennes-circonspectes-apres-la-levee-de-la-limite-de-deux-enfants-par-famille-CNT000002j2qmV.html>

[INDOPACIFIQUE] PHILIPPINES : UNE DÉMOCRATIE PRISE EN OTAGE PAR LA GUERRE DES CLANS

Loesch, Juliette. « Élections de mi-mandat aux Philippines : la guerre des clans à son comble », Institut français des relations internationales (Ifri), 20 mai 2025. <https://www.ifri.org/fr/regions/asie-et-indo-pacifique>.

Radio France Internationale. « Aux Philippines, les élections de mi-mandat sont un coup dur pour le président », RFI, 13 mai 2025. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/à-la-une-en-asie/20250513-aux-philippines-les-élections-de-mi-mandat-sont-un-coup-dur-pour-le-président>.

[INDOPACIFIQUE] LE RAVIVEMENT DES TENSIONS ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

Courrier international. « Désinformation. La folie des “Modi Médias” : les chaînes de TV indiennes en roue libre à propos du Pakistan ». Courrier international, 23 mai 2025, https://www.courrierinternational.com/article/desinformation-la-folie-des-modi-medias-les-chaines-de-tv-indiennes-en-roue-libre-a-propos-du-pakistan_231186.

Da Lage, Olivier. « Inde – Pakistan : un réel retour à l'apaisement ? ». IRIS, 19 mai 2025, <https://www.iris-france.org/inde-pakistan-un-reel-retour-a-lapaisement/>.

Dieterich, Carole et Thibault, Harold, et Vincent, Elise. « Inde-Pakistan : quatre jours de guerre, deux versions des combats, et toujours aucun gagnant ». Le Monde, 23 mai 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/23/conflit-inde-pakistan-quatre-jours-de-guerre-deux-versions-des-combats-et-toujours-aucun-gagnant_6607952_3210.html.

Express Web Desk. « 'Until it irrevocably ends support to cross-border terrorism': At UN, India iterates suspension of Indus Water Treaty with Pakistan ». The Indian Express, 24 mai 2025, <https://indianexpress.com/article/india/india-pakistan-indus-water-treaty-united-nations-10025504/>.

ranceinfo avec AFP. « Conflit entre l'Inde et le Pakistan : ce que l'on sait des affrontements de la nuit de mardi à mercredi », Franceinfo, 7 mai 2025, https://www.franceinfo.fr/monde/inde/conflit-entre-l-inde-et-le-pakistan-ce-que-l-on-sait-des-affrontements-de-la-nuit-de-mardi-a-mercredi_7232592.html.

Franceinfo avec AFP. « L'Inde et le Pakistan comptent plus de 70 morts après leur confrontation récente », Franceinfo, 13 mai 2025, https://www.franceinfo.fr/monde/asie/conflit-inde-pakistan/l-armee-pakistanaise-annonce-un-nouveau-bilan-de-40-civils-et-11-militaires-tues-dans-la-confrontation-avec-l-inde_7244295.html.

Hogan, Libby. « Misinformation war rages online amid India-Pakistan tensions ». ABC News, 24 mai 2025, <https://www.abc.net.au/news/2025-05-24/misinformation-online-war-kashmir-conflict-india-pakistan/105318696>.

Inter Services Public Relations. « Indian Armed Forces blatant and cowardly aggression which was launched on the night of 6-7 May 2025, targeted innocent civilians, including women, children, and the elderly ». ISPR, 14 mai 2025, <https://ispr.gov.pk/press-release-detail?id=7286>.

Inter Services Public Relations. « On the night of 6-7 May 2025, the Indian Armed Forces launched unprovoked and reprehensible dastardly attacks targeting innocent civilians, including women, children, and the elderly ». ISPR, 13 mai 2025, <https://ispr.gov.pk/press-release-detail?id=7285>.

Ministry of External Affairs. « English Rendering of PM's Address to the Nation (May 12, 2025) ». Ministry of External Affairs, Government of India, 14 mai 2025, <https://www.mea.gov.in/Speeches-Statements.htm?dtl/39498/english+rendering+of+pms+address+to+the+nation+may+12+2025>.

Ministry of External Affairs. « Transcript of Special Briefing on OPERATION SINDOOR (May 08, 2025) ». Ministry of External Affairs, Government of India, 8 mai 2025, <https://www.mea.gov.in/media-briefings.htm?dtl/39479/transcript+of+special+briefing+on+operation+sindoor+may+08+2025>.

Ministry of Foreign Affairs. « Transcript of the Deputy Prime Minister/Foreign Minister's Briefing to the Islamabad-based Ambassadors on Indian Aggression against Pakistan ». MOFA, 8 mai 2025, <https://mofa.gov.pk/press-releases/transcript-of-the-deputy-prime-ministerforeign-ministers-briefing-to-the-islamabad-based-ambassadors-held-on-7th-may-2025-on-indian-aggression-against-pakistan>.

Shad, Hassan Aslam. « 'Indian Chronicles' – a New War of Narratives Between India and Pakistan? ». The Diplomat, 18 décembre 2020, <https://thediplomat.com/2020/12/indian-chronicles-a-new-war-of-narratives-between-india-and-pakistan/>.

Permanent Mission of Pakistan to the United Nations. « Right of Reply by Counsellor, Ms. Saima Saleem, in Response to the Statement by India during the Open Debate on the Protection of Civilians in Armed Conflict (23 May 2025) ». PAKUN, 23 mai 2025, <https://pakun.org/official-statements/05232025-01>.

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] LA LEVÉE PROGRESSIVES DES SANCTIONS DE L'ÈRE ASSAD

Courrier International. « En Syrie, vent d'optimisme après la levée des sanctions ». *Courrier International*, 22 mai 2025, www.courrierinternational.com/depeche/en-syrie-vent-d-optimisme-apres-la-levee-des-sanctions.afp.com.20250522.doc.47nq7nr.xml.

Courrier International. « La Syrie "réorganise" son ministère de l'Intérieur, salue la levée des sanctions américaines ». *Courrier International*, 24 mai 2025, www.courrierinternational.com/depeche/la-syrie-reorganise-son-ministere-de-l-interieur-salue-la-levee-des-sanctions-americales.afp.com.20250524.doc.47y7262.xml.

Courrier International. « La Syrie va aider Washington à retrouver des Américains disparus ». *Courrier International*, 25 mai 2025, www.courrierinternational.com/depeche/la-syrie-va-aider-washington-a-retrouver-des-americains-disparus.afp.com.20250525.doc.482k9t3.xml.

France 24. « Macron appelle le président al-Chareh à protéger "tous les Syriens" mais justifie sa venue en France ». France 24, 7 mai 2025, www.france24.com/fr/info-en-continu/20250507-macron-accueille-le-pr%C3%A9sident-syrien-pour-lui-demander-de-prot%C3%A9ger-tous-les-civils.

France Inter. « Visite du président syrien en France : les conditions posées par Emmanuel Macron pour un soutien diplomatique ». France Inter, 8 mai 2025, www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-info-de-france-inter/l-info-de-france-inter-3068481.

Jacqué, Philippe. « Syrie : après les États-Unis, les Européens s'engagent à lever l'ensemble des sanctions économiques envers Damas ». Le Monde.fr, 22 mai 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/05/22/syrie-apres-les-etats-unis-les-europeens-s-engagent-a-lever-l-ensemble-des-sanctions-economiques-envers-damas_6607681_3210.html.

Regnier, Philippe. « Accorder "le bénéfice du doute" au nouveau régime syrien : l'UE lève ses sanctions économiques ». Le Soir, 25 mai 2025, www.lesoir.be/677705/article/2025-05-25/accorder-le-benefice-du-doute-au-nouveau-regime-syrien-lue-leve-ses-sanctions.

Schmitt, Fabienne. « L'UE met fin aux sanctions contre la Syrie, avec des conditions strictes ». Les Echos, 21 mai 2025, www.lesechos.fr/monde/europe/lue-met-fin-aux-sanctions-contre-la-syrie-avec-des-conditions-strictes-2166399.

Verdo, Yann. « Syrie : l'étrange lune de miel entre les présidents Donald Trump et Ahmed Al-Charaa ». Les Echos, 25 mai 2025, www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/syrie-letrange-lune-de-miel-entre-les-presidents-donald-trump-et-ahmed-al-charaa-2167245.

Zeroky, Madjid. « La Syrie contrainte à des concessions pour obtenir la levée des sanctions américaines ». Le Monde.fr, 26 mai 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/la-syrie-contrainte-a-des-concessions-pour-obtenir-la-levee-des-sanctions-americales_6608598_3210.html.

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] L'IMPOSSIBILITÉ DE CONCILIER URGENCE HUMANITAIRE ET CONFLIT POLITIQUE. COMMENT LA FAMINE À GAZA REFLÈTE-T-ELLE UN ÉCHEC COLLECTIF INTERNATIONAL ?

« Dictionnaire pratique du droit humanitaire. Famine. ». *Médecins sans frontières*. <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/famine/>

France24. « Gaza confrontée à un risque critique de famine, selon le rapport IPC. » *France24*, 12 mai 2025, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250512-gaza-confront%C3%A9e-%C3%A0-un-risque-critique-de-famine-selon-le-rapport-ipc>.

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. « Amartya Sen ». *Facileco*, 13 juin 2025, <https://www.economie.gouv.fr/facileco/amartya-sen>.

Nations Unies. « Décryptage : Qu'est-ce que la famine ? » *ONU Info*, 19 mars 2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144096>.

Nations Unies. « Gaza : l'aide commence enfin à être distribuée, sur fond de hausse de la malnutrition infantile ». *ONU Info*, 22 mai 2024. <https://news.un.org/fr/story/2025/05/1155796#:~:text=Le%20dernier%20rapport%20du%20Cadre,aide%20massive%20n%C3%A9tait%20distribu%C3%A9e>.



SOURCES IMAGES

[AFRIQUE] LE RWANDA, FER DE LANCE AFRICAIN DANS LA COURSE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Source Wikimedia Commons / Copyright : Unknown / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_of_Rwanda.svg

Source Wikimedia Commons / Copyright : The Presidential Press and Information Office / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Paul_Kagame_\(24-10-2019\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Paul_Kagame_(24-10-2019).jpg)

[AFRIQUE] SOMALIE : ENTRE FAMINE, CONFLITS ET ESPOIRS CONTRARIÉS

Source : Wikimedia Commons / Copyright : [Aerra Carnicom](#) / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:CGI_Somalia_Flag.png

[AMERIQUE DU NORD] « GOLDEN DOME FOR AMERICA » : VERS UNE ACCÉLÉRATION DE L'ARSENALISATION ET DE LA MILITARISATION DE L'ESPACE ?

Source : Wikimedia Commons / Copyright : The White House / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:President_Donald_Trump_announces_the_Golden_Dome_missile_defense_system_P20250520JB-0081_\(54536146884\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:President_Donald_Trump_announces_the_Golden_Dome_missile_defense_system_P20250520JB-0081_(54536146884).jpg)

Source : Wikimedia Commons / Copyright : U.S. Air Force / Utilisation non commerciale / Lien : <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Minuteman3launch.jpg>

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Richard Nixon Presidential Library - Photo Gallery / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Richard_Nixon_and_Leonid_Brezhnev_sign_ABM_treaty_and_SALT_agreement_in_Moscow.jpg

[AMERIQUE DU NORD] ELECTION DU PAPE LÉON XIV : UNE RÉPONSE À L'ADMINISTRATION TRUMP ?

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Casa Rosada (Argentina Presidency of the Nation)/ Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Pope_Francis_in_March_2013_%28cropped2%29.jpg

Source : Wikimedia Commons / Copyright : JacodTheRox - Own work, CC BY-SA 4.0/ Utilisation non commerciale / Lien : <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=165012254>

[AMERIQUE LATINE] ELECTIONS LÉGISLATIVES AU VENEZUELA : LE POUVOIR DE MADURO RENFORCÉ

Wikimedia Commons / Copyright : Eneas de Troya / 5 décembre 2016 / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nicol%C3%A1s_Maduro,_president_of_Venezuela_\(2016\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nicol%C3%A1s_Maduro,_president_of_Venezuela_(2016).jpg)

Wikimedia Commons / Copyright : Surinamecentral / 10 janvier 2024 / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Guayana_Esequiba_Guyana%E2%80%93Venezuela_territorial_dispute.png

[AMERIQUE LATINE] CLAUDIA SHEINBAUM TIENT TÊTE À DONALD TRUMP CONCERNANT UNE INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICAINE AU MEXIQUE

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Eneas De Troya / Utilisation non commerciale / Lien : <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=165012254>

[AMERIQUE LATINE] LA DISPARITION SILENCIEUSE DES AYOREO TOTOBIEGOSODE

Wikimedia Common / Copyrights : Terpsichores / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ecoregion_NT0210.svg

[EURASIE] ENTRE RÉGULATION ET INFLUENCE : LES CRYPTO-MONNAIES DANS LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE KAZAKHE

Wikimedia Commons / Copyright quoteinspector.com / Licence : CC BY-ND 4.0 / Lien : <https://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/>

[EUROPE] EUROVISION 2025 : LA PARTICIPATION D'ISRAËL CONTESTÉE

Source : Wikimédia Commons / Copyright : QueJayTee / Utilisation non commerciale

[EUROPE] CONSÉQUENCE DE LA CRISE HUMANITAIRE À GAZA : UNE EUROPE UNIE QUI S'ÉLOIGNE D'ISRAËL ?

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Patrick Gruban / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:UN_General_Assembly_hall.jpg

Source : Wikimedia Commons / Copyright : European union / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:European_Council_-_June_2024_-_Family_photo.jpg

[INDOPACIFIQUE] PHILIPPINES : UNE DÉMOCRATIE PRISE EN OTAGE PAR LA GUERRE DES CLANS

Source : Wikimédia Commons / Copyright : TUBS / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Philippines_on_the_globe_%28Southeast_Asia_centered%29.svg

[INDOPACIFIQUE] LE RAVIVEMENT DES TENSIONS ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Ministry of Defense / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Operation_Sindoor_Press_Briefing.jpg

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Government of India / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:PM_Narendra_Modi_visits_Adampur_airforce_base_-_Operation_Sindoor.jpg

[PROCHE ET MOYEN-ORIENT] LA LEVÉE PROGRESSIVE DES SANCTIONS DE L'ÈRE ASSAD

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Pir Haber Ajansı / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Protest_against_the_Alawite_massacres_in_Syria.jpg

[PROCHE ET MOYEN-ORIENT] L'IMPOSSIBILITÉ DE CONCILIER URGENCE HUMANITAIRE ET CONFLIT POLITIQUE. COMMENT LA FAMINE À GAZA REFLÈTE-T-ELLE UN ÉCHEC COLLECTIF INTERNATIONAL ?

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Jaber Jihad Badwan / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:A_girl_walks_inside_Gaza_during_the_Gaza-Israel_war_to_get_food.png

Source : Wikimédia Commons / Copyright : gloucester2gaza / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Destruction_of_Gaza_1.jpg